

Rapport de stage de 2ème année



Etude de préfiguration d'une démarche d'écologie industrielle et territoriale au PETR du Briançonnais, des Ecrins, et du Guillestrois Queyras

Louise MABILAIS

Juin à Octobre 2022

Etude réalisée avec Andréa INOSTROZA (Stagiaire EIT au PETR), et accompagné par Stevan VELLET (Consultant du Cabinet INDIGGO)

Sous la tutelle de Daphné KHALIFA (Directrice du PETR) et Valérie LAFOREST (Enseignant-Chercheur à l'École des Mines de Saint-Étienne)

Sommaire

Sommaire	2
Table des illustrations	4
I. Introduction	4
Résumé	4
II. Description de la structure	5
Historique	5
Structuration	5
Les missions du PETR	7
Ma mission	8
III. L'étude	9
1. Le concept d'Écologie Industrielle et Territoriale	9
1.1) L'Économie Circulaire	9
1.2) L'Écologie Industrielle et Territoriale	10
2. Contexte de l'étude	11
2.1) Objectif et structuration d'une démarche de préfiguration	11
2.2) Méthodologie	11
2.3) Présentation du territoire	13
3. Analyse des enjeux territoriaux	14
3.1) Enjeux de transition économique et transition écologique	14
3.2) Enjeux d'accessibilité	15
3.3) Enjeux de l'attractivité résidentielle	16
3.4) Enjeux de préservation des ressources	17
3.5) Enjeux liés à la saisonnalité	17
3.5) Enjeux d'indépendance	18
3.6) Conclusion	19
4. Analyse du tissu économique et entrepreneurial	20
4.1) Les entreprises	20
4.2) Le tissu associatif et initiatives EIT	22
4.3) Conclusion	23
5. Analyse du portage et des stratégies	23
5.1) L'implantation de l'EIT en France	23
5.2) Dispositions régionales	24
5.3) Schéma & programmes locaux	25
5.4) Conclusion	27
6. Analyse des acteurs structurants	27

6.1) Acteurs institutionnels régionaux et nationaux	27
6.2) Structuration des acteurs institutionnels locaux	27
6.3) Conclusion	28
7. Synthèse et Matrice SWOT	29
8. Potentiels modèles	30
8.1) Contexte et enjeux d'une gouvernance et du modèle économique en EIT	30
8.2) Scénarii envisagés par PETR	30
8.3) Animation et méthodologie EIT	30
9. Programme d'actions et budget prévisionnel	30
10. Conclusion	31
IV. Autres travaux effectués	31
Assises Européennes de la Transition écologique	31
Réalisation de Visuels et articles de communication	32
Animation de l'atelier du 22 juin	32
Rencontre réseau Preci	32
Entretiens	32
Animation atelier 9 septembre	33
V. Analyse de l'environnement de travail	33
Aspects organisationnels	33
Ressentis personnels	34
Remerciements	35
VI. Annexes	35
1. Données de l'étude	35
Dispositions réglementaires.	35
Listes des zones d'activités	38
2. Visuels Réalisés	40
3. Base de données des initiatives	41
4. Analyse des acteurs	45
5. Déroulé d'un entretien type	49
VII. Bibliographie	51

Table des illustrations

Figure 1: Schéma de principe de l'économie circulaire	9
Figure 2: Diagramme de Gantt de la Mission	11
Figure 3: Diagramme de Gantt de l'étude	11
Figure 4: Le territoire du PETR	13
Figure 5: Emissions de GES sur le territoire par secteur	14
Figure 6: Emissions totales de GES sur le PETR (teq CO2)	14
Figure 7: Exutoires du PETR	15
Figure 8: Gestion des déchets au PETR	15
Figure 9: Accessibilité du territoire du PETR	16
Figure 10: Localisation du PETR en France	16
Figure 11: Réponses à un questionnaire sur l'EIT	21
Figure 12: Capture d'écran des mutualisations associatives possibles sur le territoire (site d'altitudes coopérantes)	22
Figure 13: Echantillon de démarches d'EIT par région et par niveau d'avancé utilisé en 2020 pour l'état des lieux de l'EIT en France	24
Figure 14: Orientation stratégiques du projet de territoire du PETR	25

I. Introduction

Résumé

J'ai effectué mon stage « Assistant ingénieur » du 30 mai au 28 octobre 2022 au PETR¹ du Briançonnais, des Ecrins, Guillestrois et du Queyras. Ma mission était d'effectuer une étude préfiguration en vue de la mise en place d'une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale sur le territoire du PETR. Le rapport présenté ici, s'arrête sur les travaux menés la première semaine de septembre, l'étude n'est donc pas complète.

¹ Pôle d'équilibre territorial et rural

II. Description de la structure

Historique

Le PETR est né en 2004 de la coopération entre les 4 intercommunalités du Briançonnais, du Pays des Écrins, du Guillestrois et de l'escarton du Queyras². En 2006, cette coopération devient une association de type « Pays ». Elle est dirigée et gérée par des élus des intercommunalités.

En 2016, avec la loi MAPTAM³ l'association du Pays du Grand Briançonnais des Écrins au Queyras devient un syndicat mixte fermé le Pôle d'Équilibre Territoriale et Rural (PETR) du Briançonnais, des Écrins, du Guillestrois et du Queyras.

Le territoire du PETR fut, du XVe au XVIIIe, le pays des Escartons. Les escartons étant un ensemble de territoires montagnards du Dauphiné au statut particulier puisque formés en républiques. Ces républiques étaient basées sur la coopération et la solidarité entre ses membres. La charte des Escartons ratifiée le 29 mai 1343 à Briançon, qui donna son indépendance aux Escartons, fut lue lors de la prise de poste du président actuel du PETR, Pierre LEROY, qui souhaitait ainsi remettre la coopération au cœur de toute action au sein du PETR.

Structuration

Le PETR est une structure publique financée par différents financeurs publics tels que l'Europe, l'état, l'ADEME, la région ainsi que par les communautés de communes membres du PETR.

Il se compose d'une équipe de salariés, 3 permanents, ainsi que des cheffes de projet en CDD et des stagiaires au fil des réponses aux appels à projets.

Le PETR est dirigé par des élus des 3 communautés de communes, les instances du PETR sont : le bureau composé de 7 membres dont le Président et les vice-présidents représentant les 3 EPCI membres, ainsi qu'un conseil syndical, organe décisionnaire, composé de 11 membres titulaires et 11 suppléants représentant également les EPCI membres.

Les missions sont soutenues par des élus référents sur chaque sujet.

² Territoire situé au Nord des Hautes Alpes entre l'Isère, la Savoie et l'Italie, les communautés de commune du Guillestrois et du Queyras ont fusionné depuis.

³ Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, elle clarifie notamment la distribution de certaines compétences entre les différentes collectivités territoriales.



Titulaires	Suppléants
Arnaud MURGIA	Eric PEYTHIEU
Claudine CHRÉTIEN	Vincent FAUBERT
Emilie DESMOULINS-GENOUX	Gabriel LEON
Pierre LEROY	Emeric SALLE
Jean-Marie REY	Marine MICHEL
Dominique MOULIN	Guillaume DEJY
Michel MOURONT	Michel MOUTTE
Mathieu ANTOINE	Maxime BERARD
Hervé WADIER	Valérie GARCIN EYMEOD
Alice PRUD'HOMME	Cyrille DRUJON D'ASTROS
Marie BAILLARD	Christian CANTON

Figure 1 : Les élus siégeant au PETR

Pierre LEROY Président PETR
Guillestrois-Queyras Michel MOURONT 1er Vice Président
Pays des Écrins Alice PRUD'HOMME 2ème Vice Présidente
Briançonnais Jean-Marie REY 3ème Vice Président
Arnaud MURGIA Membre
Dominique MOULIN Guillestrois-Queyras Membre
Marie BAILLARD Membre

Figure 2: Les élus au bureau du PETR



Finances	Michel MOURONT
Politiques de Pays	Jean-Marie REY
Ressources Humaines	Jean-Marie REY
Transition Écologique	Alice PRUD'HOMME
LEADER GAL	Cyrille DRUJON D'ASTROS
Energie	Emilie DESMOULINS-GENOUX
Economie circulaire	Claudine CHRÉTIEN
Concertation citoyenne	Marie BAILLARD

Figure 3 : Les élus référents du PETR

Actuellement, l'équipe se compose de 8 personnes.

Les 3 permanentes sont :

Daphné KHALIFA : Direction, gère la structure. Gestion du côté administratif et financier, elle a en charge la mise en place et le suivi du budget, la comptabilité et les ressources humaines. Pour le côté institutionnel, elle met en place et gère les instances, elle est la référente de la relation avec les élus, elle est en charge des politiques de pays, comme le suivi des contractualisations en lien avec les partenaires tels que l'état, et travaille aux réponses aux appels à projet. Elle coordonne et supervise toutes les missions du PETR et a un rôle de représentation du PETR sur le territoire et avec les partenaires.

Emmanuelle RAVAUX : Assistante de la directrice et secrétaire, elle est le support administratif et matériel pour toutes les missions.

Caroline MACLE : Cheffe de projet sur le programme LEADER⁴

⁴ Liaison entre actions de développement de l'économie rurale (détails plus bas)

Les chargés de mission temporaires sont :

Marie COULET : Gestionnaire sur le programme LEADER

Aude PERRY : Cheffe de projet du Contrat de Relance et Transition Énergétique, de la gestion des CEE⁵, et de l'animation du club climat.

Lisa HAYE : Cheffe de projet sur le Plan avenir montagne.

Et les stagiaires :

Andréa INOSTROZA : Stagiaire sur l'étude de préfiguration d'une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale, stagiaire avec laquelle j'effectue ma mission.

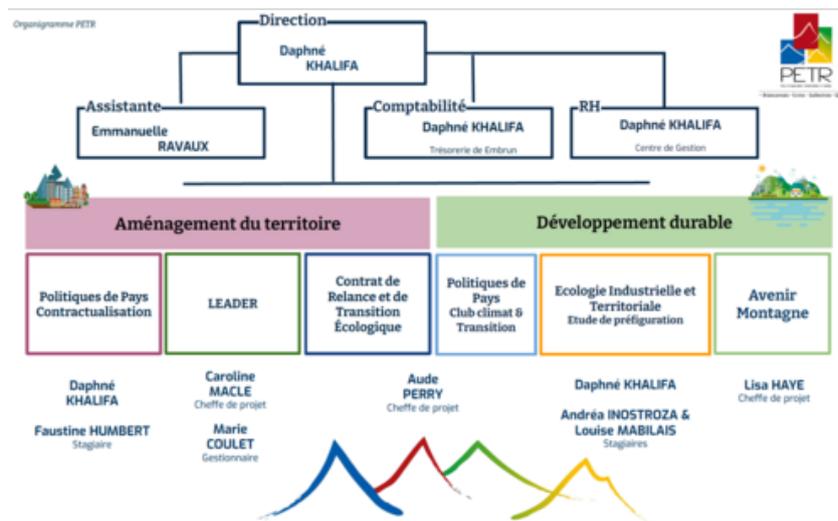


Figure 4: Structure de l'équipe de salariés du PÉTR

Les missions du PÉTR

Le PÉTR coordonne les actions, les projets et les travaux menés à l'échelle du territoire en partenariat avec les collectivités membres. Il sert également de relais et d'interlocuteur aux partenaires du contrat de Pays (État, Région, Département). Il n'a pas de compétence propre mais porte différentes missions :

Tableau 1: Les missions du PÉTR

Mission	Description
LEADER	Prise en charge de la distribution du fond LEADER, fond Européens d'aide aux initiatives locales (depuis 12 ans sur le territoire)
Plan avenir montagne	Programme de coordination des différents acteurs du territoire et notamment du tourisme durable pour adapter le développement aux enjeux actuels notamment environnementaux
CRTE	Animation du contrat de relance et de transition écologique (stratégie

⁵ Certificats d'économie d'énergie, Aide de l'état à la rénovation énergétique ou autres actions réduisant la consommation d'énergie (changement de luminaires, de chaudière...)

	territoriale sur la transition écologique et la ruralité)
CEE	Aide à la distribution des CEE pour les socio-pro
Concertation citoyenne	Animation du club climat (club de citoyens engagés)
Etude de préfiguration en EIT	Etude de faisabilité de l'installation d'une démarche d'EIT ⁶ sur le territoire
PCAET	Animation du Plan Climat Air Énergie Territorial

Les objectifs du président validés et portés par le PETR pour le mandat 2020-2026 comprennent :

- Le renforcement de l'accompagnement des acteurs économiques vers une démarche de transition écologique afin d'en tirer des gains économiques, environnementaux et sociaux pour améliorer la résilience et l'autonomie du territoire et de ses acteurs économiques.
- Le renforcement du tissu économique par le développement et la consolidation de filières, la création d'emplois non-délocalisables.

Ses objectifs sont inscrits dans le projet de territoire qui a été révisé en 2021, notamment dans les orientations stratégiques suivantes : « Un territoire qui se développe en préservant ses richesses » et « Un territoire qui produit ses ressources et maîtrise ses consommations »

Ma mission

Ma mission consiste à réaliser une étude de préfiguration d'une démarche d'Écologie Industrielle et Territoriale (EIT) qui doit, à terme, permettre aux élus du territoire de se positionner sur l'opportunité de mettre en œuvre cette démarche. L'étude, réalisée sur 6 mois, devrait quantifier les gains économiques, sociaux et environnementaux d'une démarche EIT via la réalisation d'un diagnostic, devrait définir la gouvernance, le modèle économique ainsi que le plan d'action le plus adapté. La réalisation de cette étude s'appuie sur des entretiens menés avec différents acteurs du territoire. L'objectif est également de sensibiliser les acteurs à la démarche pour faciliter une potentielle mise en place.

⁶ Ecologie Industrielle et Territoriale

III. L'étude

1. Le concept d'Écologie Industrielle et Territoriale

1.1) L'Économie Circulaire

Selon l'ADEME l'économie circulaire est « un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien-être des individus. L'économie circulaire doit viser globalement à diminuer drastiquement le gaspillage des ressources, notamment mais pas seulement les matières premières et l'énergie, afin de découpler la consommation des ressources de la croissance du PIB tout en assurant la réduction des impacts environnementaux et l'augmentation du bien-être notamment en préservant ou développant l'emploi. Il s'agit de faire plus et mieux avec moins. »

L'économie circulaire 3 domaines, 7 piliers



Figure 1: Schéma de principe de l'économie circulaire

Les trois domaines d'actions autour desquelles l'économie circulaire tourne sont spécifiés par sept piliers.

Production et offre de biens et de services par les acteurs économiques

Approvisionnement durable en ressources

L'approvisionnement durable en ressources fait référence au mode d'exploitation et extraction des ressources. L'objectif est de limiter l'exploitation de ressources et leurs impacts sur l'environnement dans les domaines énergétiques, miniers, agricoles et forestiers. Il s'agit de réduire les pollutions associées à l'exploitation, de respecter les conditions de renouvellement, de réguler les quantités

pour la pérennité des générations futures. Cette durabilité de l'approvisionnement s'applique à tous les types de ressources (renouvelable et non renouvelable).

Éco-conception

L'éco-conception se concentre dans la conception du bien ou service. L'objectif est de prendre en compte l'ensemble du cycle de vie en diminuant la quantité de matière, en allongeant la durée de vie, en facilitant la réparation et le recyclage afin de réduire ses impacts sur l'environnement au long du cycle de vie du produit.

Écologie industrielle et territoriale (EIT)

L'écologie industrielle et territoriale constitue un mode d'organisation interentreprises par des échanges de flux ou de la mutualisation. Dans la sous-section suivante, une explication plus complète sera exposée.

Économie de la fonctionnalité

L'économie de la fonctionnalité se définit comme un système privilégiant l'usage plutôt que la vente d'un produit. Elle vise à développer des solutions intégrées de biens et services dans une perspective de développement durable. Ainsi, l'échange économique ne repose plus sur le transfert de propriété de biens, qui restent la propriété du producteur tout au long de son cycle de vie, mais sur le consentement des usagers à payer une valeur d'usage.

Demande et comportement des consommateurs

Consommation responsable

La consommation responsable inclut l'acheteur qu'il soit acteur économique ou citoyen consommateur. La consommation responsable fait référence aux choix lors de la consommation, afin que ce choix se fasse de manière responsable en prenant en compte les impacts environnementaux à toutes les étapes du cycle de vie des produits.

Allongement de la durée d'usage

L'allongement de la durée d'usage par le consommateur vise à allonger la durée de vie du produit grâce au recours à la réparation, à la vente d'occasion, ou au don, pour favoriser le réemploi et la réutilisation. C'est-à-dire faire en sorte que le produit ne devienne pas un déchet rapidement, et que l'usage perdure.

Gestion des déchets

Recyclage

Le recyclage cherche la valorisation des déchets soit par réutilisation soit par un retrait en substance, matière ou produits. C'est-à-dire récupérer les déchets et de les réintroduire dans un cycle de production.

1.2) L'Écologie Industrielle et Territoriale

Ainsi l'écologie industrielle et territoriale (EIT) est l'un des piliers fondamentaux de l'économie circulaire.

L'EIT vient proposer un nouveau modèle d'activité industrielle et territoriale plus intégré, basé sur la coopération entre acteurs et les économies des ressources. L'objectif est de former et de renforcer l'écosystème industriel local. C'est une démarche qui consiste à optimiser les flux de ressource utilisées (matières, énergies, équipements et expertises) et produits à l'échelle d'un territoire grâce à des actions d'échanges, substitution et mutualisation en vue d'économiser celles-ci pour réduire les impacts de l'industrie et d'améliorer la productivité.

Le lancement d'une démarche d'EIT, consistera à mettre en relation les acteurs du territoire, à détecter les potentiels de synergie, et à les concrétiser.

2. Contexte de l'étude

2.1) Objectif et structuration d'une démarche de préfiguration

La mise en place de l'étude de préfiguration d'une démarche d'EIT sur le territoire du PETR résulte de la réponse d'un appel à projet de l'ADEME et de la région Sud, Provence Alpes Côte d'Azur sur l'EIT. Cette étude est la première étape de la démarche et a été financée par le volet 1 : « accompagnement des projets en phase d'émergence » par la région.

L'objectif est d'analyser le territoire, puis de présenter cette étude et ses conclusions à la conférence des maires le 14 décembre. Les élus pourront alors voter ou non la mise en place d'une telle démarche.

Si la démarche est votée, l'étude servira de base pour le futur programme qui permettra de lancer concrètement la démarche au mieux sur le territoire.

2.2) Méthodologie

L'étude aurait dû être réalisée par un stagiaire encadré par un chef de projet économie circulaire et concertation qui auraient suivi tous deux une formation en EIT. Finalement, le PETR a embauché 2 stagiaires et retenu un cabinet de conseil pour effectuer cette étude.

La première feuille de route proposée était la suivante :

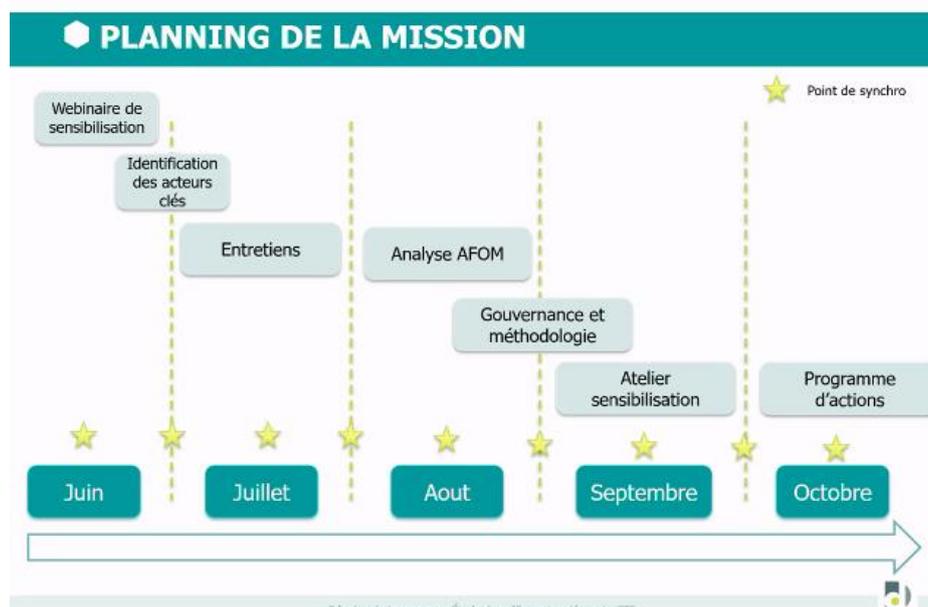


Figure 2: Diagramme de Gantt de la Mission

Finalement, la mission s'est déroulée ainsi :

	Mai					Juin					Juillet					Août				Septembre			Octobre					
	21 au 1	2 au 8	9 au 15	16 au 22	23 au 29	30 au 5	06 au 12	13 au 19	20 au 26	27 au 3	4 au 10	11 au 17	18 au 24	25 au 31	1 au 7	8 au 14	15 au 21	22 au 28	29 au 4	5 au 11	12 au 18	19 au 25	26 au 2	3 au 9	10 au 16	17 au 23	24 au 30	
Accompagnement du cabinet de conseil																												
Collecte de données par de la documentation																												
Communication: Préparation de l'atelier et d'outils de com																												
Identification des des acteurs																												
5 Entretiens																												
Entretiens																												
Analyse AFOM générale du territoire																												
Analyse AFOM de chaque entretien																												
Schéma de gouvernance et modèle économique																												
Rédaction des suggestions																												
Atelier sensibilisation																												
Programme d'action et budget prévisionnel																												
Rédaction des livrables																												
Rédaction de la synthèse																												

Les différentes étapes de l'étude ont été les suivantes :

1. Collecte de données par le biais de :
 - Documentation (études précédentes réalisées au sein du PETR et recherches documentaire)
 - Ateliers de concertation du 22 juin et du 9 septembre. (Ces ateliers mis en place et coanimés par les stagiaires et le bureau d'étude ont fait naître le débat, et créé des réponses qualitatives sur des questions ouvertes)
 - Entretiens et visites réalisés (entretiens qualitatifs d'environ une heure en moyenne sur une vingtaines d'acteurs concernés par la démarche). 5 Entretiens ont été fait en présence du cabinet de conseil.
2. Analyse de données

Pour chaque entretien, un compte rendu est réalisé (annexe 5). A partir de ces comptes rendus, une AFOM est réalisée, ainsi qu'un tableau recensant les initiatives du territoire, et les suggestions d'actions et de préconisation pour la mise en place de la démarche
3. Création des modèles

Le cabinet de conseil réalise une proposition de gouvernance, de modèle économique et de plan d'action.
4. Révision

L'analyse ainsi que les différentes propositions sont présentées aux acteurs clés, puis révisées avec leur avis.
5. Rédaction des livrables

Un rapport ainsi qu'une synthèse sont rédigés pour présenter l'analyse et les préconisations. Le rapport servira au futur potentiel animateur pour faciliter le lancement de la démarche, et à l'ADEME et la région pour des demandes de subventions. La synthèse servira pour la présentation aux élus à la conférence des maires, ainsi que pour un retour aux acteurs impliqué dans la réalisation de l'étude.

2.3) Présentation du territoire

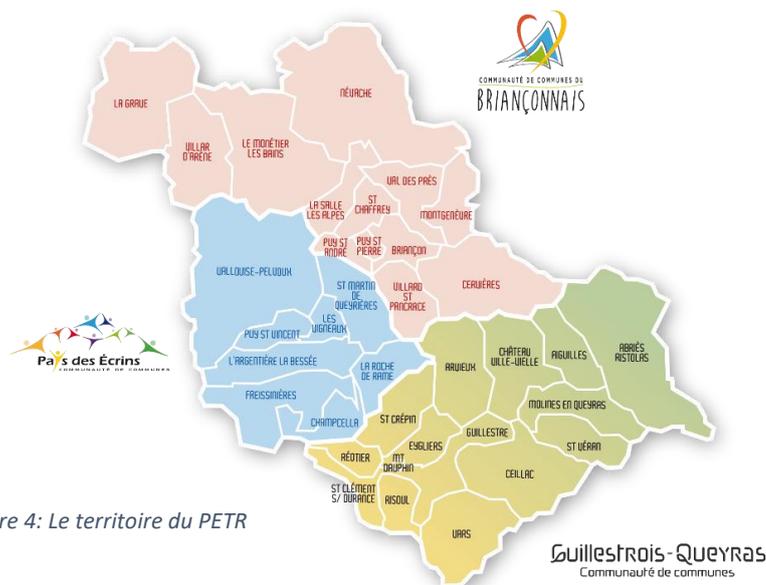


Figure 4: Le territoire du PETR

Le PETR est un territoire situé dans le nord des Hautes-Alpes, en région PACA. Ce territoire est un territoire de rural, de montagne, enclavé. Il est à la frontière avec l'Italie et la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Il regroupe 36 communes, et 36 000 habitants dont près du tiers à Briançon. Guillestre et l'Argentière-la-Bessée sont deux autres bourgs d'importance.

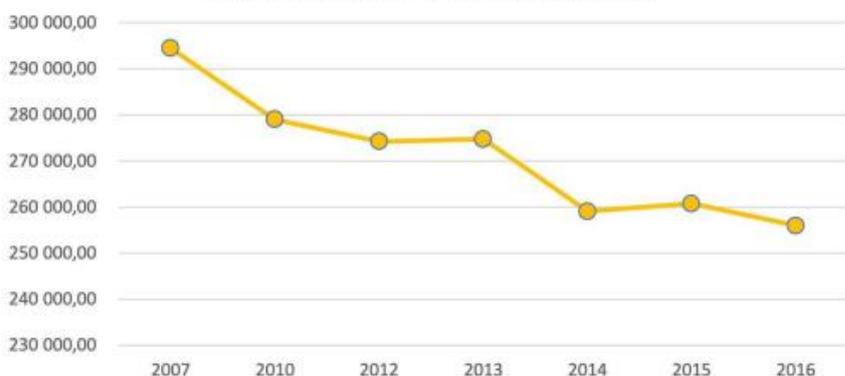
La majorité de l'activité économique est tournée vers le tourisme, et une forte saisonnalité rythme la vie du territoire. En période estivale et hivernale, la population peut être multipliée par 5. Le tissu économique se compose surtout d'entreprises individuelles et de très peu d'industries.

Le territoire offre un cadre de vie exceptionnel par les richesses naturelles qui le compose, ce qui induit une forte attractivité résidentielle.

D'autres part, les émissions de CO₂ s'élèvent à un peu moins de 300 000 tonnes équivalent CO₂ par an, en 2016 dans le PETR. Soit un peu plus de 7 tonnes équivalent CO₂ par habitant (9,9 tonnes/hab/an en 2019 en France) pour un objectif de moins de 2 tonnes équivalent CO₂ par habitant selon le GIEC.

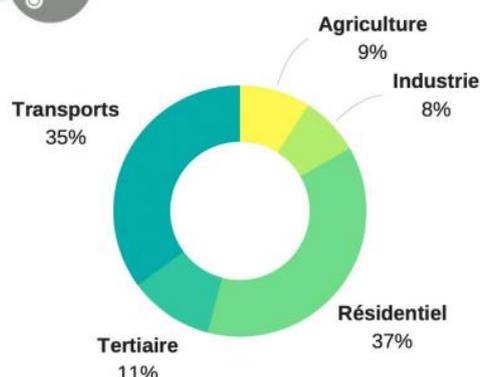
Ces émissions sont principalement dues au secteur résidentiel et aux transports routiers. Les émissions de GES sont à la baisse alors que sur cette temporalité, le solde migratoire était positif.

Emissions totales de GES sur le PETR [teq CO₂]



(Source : PCAET)

Figure 6: Emissions totales de GES sur le PETR (teq CO₂)



Émissions de GES sur le territoire par secteur (Source : PCAET)

Figure 5: Emissions de GES sur le territoire par secteur

3. Analyse des enjeux territoriaux

3.1) Enjeux de transition économique et transition écologique

Etant un territoire de montagne, les risques naturels sont accentués. Ils sont de natures diverses : ruptures et vidanges de lacs d'origine glaciaires, effondrements, glissements de terrain, inondations, séisme, feux de forêts, avalanches. Ces risques sont accrus par le changement climatique, le milieu montagnard étant particulièrement sensible. Et ces changements (baisse des ressources en eaux, diminution du manteau neigeux) impactent directement le tourisme, lui-même fortement dépendant son environnement. Or le tourisme sur le PETR est le secteur économique le plus important du territoire. L'économie est donc particulièrement vulnérable aux changements climatiques. L'atténuation et l'adaptation face au changement climatique sont de fait au cœur des enjeux du territoire.

La gestion des déchets est également un enjeu important du territoire. Cette compétence est attribuée au service déchet de la CCB et au syndicat mixte SMITOMGA sur le Guillestrois – Queyras et le pays des Écrins. Il n'existe ni centre de tri, ni usine de valorisation sur le PETR. N'ayant quasiment pas d'exutoire sur le territoire, les collectivités doivent payer le prix de l'enfouissement et du transport. Celui-ci est très cher, notamment avec l'enclavement du PETR. Dans un contexte de baisse des dotations, de baisse du tonnage accepté en centre d'enfouissement, et de hausse des prix du transport, toutes initiatives qui réduirait les déchets, et donc les coûts de gestion comme l'EIT peut l'être, semble bienvenue.



Figure 8: Gestion des déchets au PETR

Où sont traités les déchets déposés en déchèterie ?

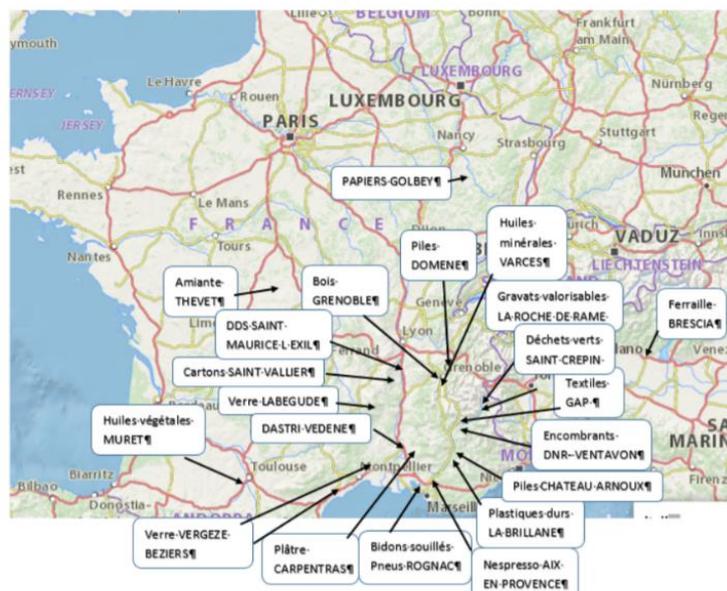


Figure 7: Exutoires du PETR

Des actions et initiatives pour la réduction des OM⁷ ont déjà vu le jour, avec la mise en place de composteurs collectifs, le réseau de réemploi, la redevance spéciale, l’extension de la consigne de tri. Cela a permis de réduire de 50% le tonnage d’OM sur la communauté de commune du Briançonnais. Une plateforme de co-compostage est en projet avec les 3 intercommunalités du PETR et l’intercommunalité de l’embrunais. SMITOGA promeut la réparation et le vrac avec la création de petits guides, sur la CCB⁸, c’est le club climat qui a réalisé un guide pour la vente en vrac.

3.2) Enjeux d’accessibilité

Le PETR du Briançonnais, des Écrins et du Guillestrois-Queyras est un vaste territoire de haute et moyenne montagnes faiblement peuplé, urbanisé et industrialisé. Le territoire s’étend 2138 km² soit 38,5 % des espaces du département des Hautes-Alpes. 36 communes composent le territoire. Elles sont au carrefour de trois grands bassins économiques : Turin, Grenoble et Marseille. L’accessibilité est limitée à un axe de communication longeant la vallée de la Durance (N94) et la voie ferrée reliant Gap à Briançon. Les accès secondaires se font par des cols de haute montagne : Lautaret 2 082m, Montgenèvre 1 850m, Vars 2 108m, Agnel 2 740m et Galibier 2 677m -dont les deux derniers sont fermés l’hiver⁹.

Du fait de ces axes de communication peu nombreux, du relief et du patrimoine naturel très important, le PETR est enclavé. Le PETR est aussi un territoire rural, l’offre de transport en commun est donc peu développée (3 lignes TUB sur la ville de Briançon et des lignes régionales de bus). Il y a donc une forte dépendance à la voiture individuelle pour les citoyens et les acteurs ce qui entraîne un coût économique et écologique important. Cependant de nombreuses initiatives émergent pour

⁷ Ordures ménagères

⁸ Communauté de commune du Briançonnais

⁹ Voir la zone rosée sur la figure 12

proposer des modes de transports alternatifs tel que le covoiturage organisé ou le vélo à assistance électrique.

Le contexte actuel de grandes difficultés d'approvisionnement vient s'ajouter à l'enjeu de mobilité très présent sur le territoire.

Le territoire étant étendu, avec un fort enjeu d'accessibilité, il sera nécessaire de réfléchir géographiquement à l'animation de la démarche, pour minimiser les déplacements.

La mutualisation de transport et de logistique répond à de forts besoins sur le territoire et seront donc des opportunités pour la démarche d'EIT. Des initiatives étant déjà en place sur ce thème (Tut'alp, Echanges paysans...), l'EIT pourra les soutenir et les coordonner.

10

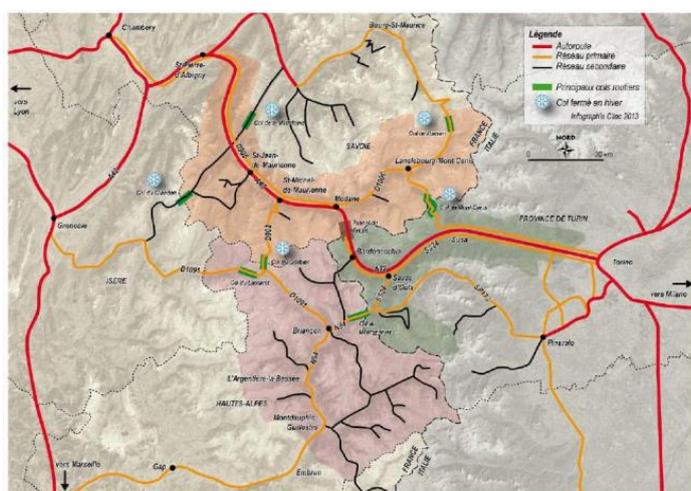


Figure 9: Accessibilité du territoire du PETR



Figure 10: Localisation du PETR en France

3.3) Enjeux de l'attractivité résidentielle

Le territoire du PETR détient un patrimoine paysager et un ensoleillement très important qui entraînent une bonne qualité de vie. Cette qualité de vie attire beaucoup, les actifs comme les touristes. Ce qui entraîne une forte proportion de résidences secondaires, ce qui fait monter les prix du foncier. Or, ce coût du logement, combiné à de faibles opportunités pour des emplois qualifiés, a un impact social. Les habitants ayant de grandes difficultés à se loger à un prix abordable, ne restent pas sur le territoire, malgré le cadre de vie attrayant. Le solde migratoire du territoire est négatif, et entraîne un risque de réduction des services publics.

Ce phénomène a un impact direct sur le recrutement, l'ensemble des employeurs ayant de grandes difficultés à recruter. Ce phénomène est particulièrement présent pour les saisonniers, employés du tourisme, dont les salaires ne sont pas très élevés, mais qui sont essentiels pour l'accueil des touristes. Ce sont des acteurs incontournables de l'activité économique du territoire.

¹⁰ Issu du Schéma de Cohérence Territoriale de la communauté de commune du Briançonnais,

Par ailleurs, ce coût du foncier entraîne de grandes difficultés pour les petites entreprises qui cherchent à s'installer ou à se développer. Que ce soit de l'espace agricole, de l'espace de stockage ou de l'espace de bureau.

La mutualisation d'espace dans le cadre de l'EIT pourrait être une réponse à ces problématiques.

De plus, la population du PETR vieillit. Le territoire étant très attractif pour les retraités et n'ayant pas de formation supérieure sur le territoire, les jeunes s'exportent. Ce phénomène de vieillissement couplé au solde migratoire négatif entraîne aussi de la difficulté pour recruter et pour la reprise d'entreprises.

Plus récemment, on observe sur le territoire une mutation des travailleurs. De nouveaux actifs en recherche de sens, souvent des travailleurs très qualifiés, viennent sur le territoire pour télétravailler, tout en ayant une bonne qualité de vie. Ces actifs, travaillant à l'extérieur du territoire, sont une opportunité pour le territoire, en termes de profil, amenant des nouvelles compétences et ne contribuent pas à la saisonnalité du territoire.

3.4) Enjeux de préservation des ressources

Le territoire dispose d'un environnement et de ressources naturelles remarquables (paysages, biodiversité, eau, neige, ensoleillement, bois, etc.) et un patrimoine remarquable (patrimoine bâti, site Vauban classé à l'UNESCO, etc.). Le PETR intègre le Parc Naturel régional du Queyras et une partie du Parc National de Écrins, ainsi que trois réserves naturelles nationales (Pelvoux, Ristolas, Le Monétier-les-Bains / Villard d'Arène) et une réserve naturelle régionale (Puy Saint André). La valorisation de ce patrimoine assure en grande partie l'offre touristique sur le territoire.

Le territoire grâce à son patrimoine naturel a aussi un grand potentiel d'énergies renouvelables (solaire, hydraulique). Ce potentiel est à la fois une opportunité pour l'autonomie énergétique du territoire et une menace à cause du risque de se laisser déposséder de ses ressources avec l'exploitation privée, et du risque d'impacter la biodiversité locale.

Le Briançonnais étant un territoire très sec, de nombreux canaux sillonnent le territoire depuis des siècles. Ces canaux sont entretenus associativement. Il y a régulièrement des conflits d'usage liés à l'eau, entre l'agriculture, les bassins de neige de culture, l'énergie, la biodiversité et les sports nautiques. La préservation de la ressource eau est donc essentielle.

Le tourisme de masse dépendant de l'environnement, le dégrade en même temps. Ces dégradations sont liées aux déchets, mais aussi une forte pollution de l'air avec la voiture individuelle. Dans la vallée de la Clarée, la mairie de Névache a fait le choix de réguler fortement l'entrée de cette vallée à la voiture individuelle, en mettant en place des navettes pour réduire la pollution et les nuisances liées à ce véhicule.

Le territoire a donc un enjeu autour du tourisme durable.

3.5) Enjeux liés à la saisonnalité

L'économie étant majoritairement basée sur le tourisme, des afflux saisonniers peuvent multiplier par 5 la population sur certaines communes. Cette augmentation d'affluence change le fonctionnement normal du territoire et impacte l'environnement. L'économie du territoire est aussi

dépendante des saisons avec une très forte activité en été – hiver et une activité plus faible voir quasiment nulle sur certaines communes en inter-saison.

Cette saisonnalité entraîne une saisonnalité des emplois, souvent précaires, avec très peu de contrats à durée indéterminée. Ce qui ne contribue pas à la pérennité de la population sur le territoire.

La saisonnalité entraîne aussi des impacts sur le dimensionnement des services publics, et donc des surcoûts, notamment pour la gestion des déchets, dont les volumes sont beaucoup plus importants en saison.

La saisonnalité entraîne aussi des impacts sur le foncier et les logements, avec de nombreux « lits froids »¹¹ alors que les habitants locaux peinent à se loger.

La saisonnalité rythmant la vie du territoire, pour la démarche EIT, il sera important d'adapter la période de l'année pour son lancement. Les synergies pourront elles aussi être construites avec ce rythme saisonnier au cours de l'année.

3.5) Enjeux d'indépendance

Le tissu économique du PETR est composé de petites entreprises et de peu d'industries, le tout étant tourné vers le tourisme. Le territoire bien qu'enclavé avec des problématiques d'accessibilité est dépendant autant en termes de ressources, que de déchets, que de touristes. Le PETR a une autonomie alimentaire de 2 jours.

Suite à la conjoncture mondiale des événements (covid, guerre en Ukraine, raréfaction des ressources ...), qui a entraîné de forts problèmes de logistiques et une explosion des coûts de l'énergie, rendre plus indépendant le territoire semble essentiel.

L'EIT qui renforce l'écosystème d'acteurs du territoire, pourra être une solution pour cette nécessité d'indépendance.

Pour ce qui est de l'énergie, le territoire produit autant d'électricité qu'il en consomme sur l'année, mais pas de manière instantanée. Le PETR n'est donc pas indépendant énergétiquement, cependant le développement des énergies renouvelables sur le territoire entre en conflit avec beaucoup d'autres usages. Que ce soit l'eau, mais aussi le foncier. Le rendement du solaire est plus rentable que la production agricole pour une parcelle, l'énergie pourrait rentrer en concurrence avec l'alimentation. Un projet de concertation de 18 mois autour de l'énergie, accompagné par des scientifiques commence début novembre, dans l'objectif d'aller vers une indépendance énergétique tout en évitant les conflits d'usages.

¹¹ Logement occupé seulement quelques semaines dans l'année, généralement situé dans un lieu de vacances saisonnier

3.6) Conclusion

Forces

- ⇒ Déjà beaucoup d'initiatives de prévention des déchets mise en place (réemploi, réparation, compostage...)
- ⇒ Déjà des initiatives sur la mobilité en place
- ⇒ Patrimoine naturel et culturel très important
- ⇒ Ressources renouvelables très importantes

Faiblesses

- ⇒ Coût économique et écologique de gestion des déchets très important
- ⇒ Enclavement et étendue du territoire
- ⇒ Coût du foncier
- ⇒ Manque de résilience alimentaire

Menaces

- ⇒ Vulnérabilité de l'économie face aux aléas climatiques
- ⇒ Manque d'exutoires et de filière de valorisation sur le territoire
- ⇒ Risques de conflits d'usages liés aux ressources naturelles
- ⇒ Manque de mobilisation des acteurs si ils doivent se déplacer loin sur le territoire

Opportunités

- ⇒ Création de filière (plateforme de co-compostage de Briançon à Embrun)
- ⇒ L'EIT peut répondre à ce besoin de réduction de volume de déchet
- ⇒ Besoin en mutualisation de transport
- ⇒ Besoin de mutualisation d'espace

Préconisations pour le lancement de la démarche

- ⇒ Prendre en compte la saisonnalité dans la mise en place temporelle de la démarche
- ⇒ Prendre en compte la géographie pour l'animation, pour que les acteurs n'ai pas de grandes distances à parcourir

4. Analyse du tissu économique et entrepreneurial

4.1) Les entreprises

L'activité économique se concentre principalement dans l'aire urbaine de Briançon et dans les communes de Guillestre et l'Argentière-La-Bessée, ainsi que dans les 16 zones d'activités reconnues gérées par les EPCI du territoire. La majorité d'entre elles cumulent des activités artisanales, industrielles et commerciales. La filière dominante est la filière construction/BTP. Il existe une seule zone spécialisée. Il s'agit du Parc d'activités Le Villaret à Saint Martin de Queyrières, spécialisé filière bois. C'est également la seule zone qui possède un règlement de lotissement. Il existe également 11 autres zones de fait¹².

Le territoire est très entreprenant et caractérisée par la création des entreprises individuelles qui représentent 79,4% de la totalité. Ces créations d'entreprises sont soutenues par 2 pépinières d'entreprises, LUCEO et Altipolis, portées par les collectivités.

Traditionnellement, le territoire était tourné vers l'élevage et le pastoralisme, mais actuellement l'économie du territoire est portée par le tourisme étant presque une mono-filière : 80% de l'économie est dépendante du tourisme. Les autres secteurs étant liés moins directement au tourisme (construction, artisanat, services, commerce, etc.). Parmi les autres filières du territoire, se trouvent l'agriculture, la construction, le bois, l'industrie, l'artisanat, le commerce et l'Énergie. L'ensemble des secteurs économiques est marqué par une forte saisonnalité.

Le bois est une filière importante du territoire du fait de l'importance de la ressource (78.650 hectares soit un taux de boisement du territoire de 35%). Cependant, son développement est freiné par les difficultés d'accès à la ressource générant un prix d'environ 15% supérieur au bois importé. Le secteur représente 151 entreprises dont 13 exploitants forestiers, 13 entreprises de première transformation, 121 entreprises de seconde transformation et 4 entreprises de mise en œuvre en 2021.

L'agriculture est caractérisée par 300 exploitations avec en moyenne un peu moins de 300 hectares. Les exploitations agricoles sont actuellement majoritairement de l'élevage avec de grandes superficies d'alpages entretenue par le bétail et sont remplacé parfois par du maraîchage qui nécessite beaucoup moins de surface, contribuant à la déprise agricole, mais qui contribue à la diversification et l'autonomie alimentaire. Cependant, le problème de foncier persiste.

La construction représente un 9% des emplois, majoritairement en emplois saisonniers.

L'artisanat est présent à travers un nombre important d'artisans exerçant des activités diversifiées rendues possibles par l'activité touristique avec 521 entreprises artisanales pour 10 000 habitants sur le territoire (largement supérieur à la moyenne nationale). Mais reste une filière à faible impact dans le territoire.

Les commerces sont plus présents sur les villes-centres alors que dans les petites villes il y en a de moins en moins.

L'énergie produite dans le territoire est fournie par le bois énergie, la biomasse, l'hydraulique, le solaire, réseaux solaires et chaufferies centrales.

L'industrie est peu présente dans le territoire. Il existe 6 carrières et activités d'extraction en activité sur le territoire : trois carrières de roche massive et trois gravières/sablières.

Il y a 16 stations de ski, les résidences secondaires comptent pour 64% des logements. En 2021, le nombre d'hôtels remonte à 100, le nombre de camping est de 38 et au total il y a 60 autres hébergements collectifs.

¹² Voir annexe 1 – Listes des zones d'activités

Il n'existe pas de gros réseaux d'entrepreneurs, mais quelques fédérations, soit par secteur (les enseignes du briançonnais), soit par zone d'activité (Espace sud - Le club des entreprises du centre commercial Sud Briançon). Il existe un réseau d'éco - acteur sur le territoire de la biosphère du Mont-Viso.

En termes d'accompagnements à la transition, il existe un grand nombre de propositions, des chambres consulaires, des collectivités, ou de consultants. Les plus grosses entreprises ont internalisé cette compétence (Extruflex¹³, Compagnie des alpes¹⁴). Un certain nombre d'entreprises (en général unipersonnelles) ont pu bénéficier du programme LEADER (56 projets accompagnés sur 2014-2021), et par là faire réseau.

Les entreprises du territoire sont plutôt en bonne santé, et en recherche de développement, mais sont souvent freinées par des problématiques de foncier, d'approvisionnement ou de recrutement.

Une étude menée à l'automne 2020 sur l'économie circulaire avec 102 répondants montrent une habitude de coopération sur le territoire avec plus de 60% des entreprises ayant au moins un partenaire.

Partenariats inter-entreprises (mutualisation ou échange de ressources)

Répartition des différents partenariats identifiés

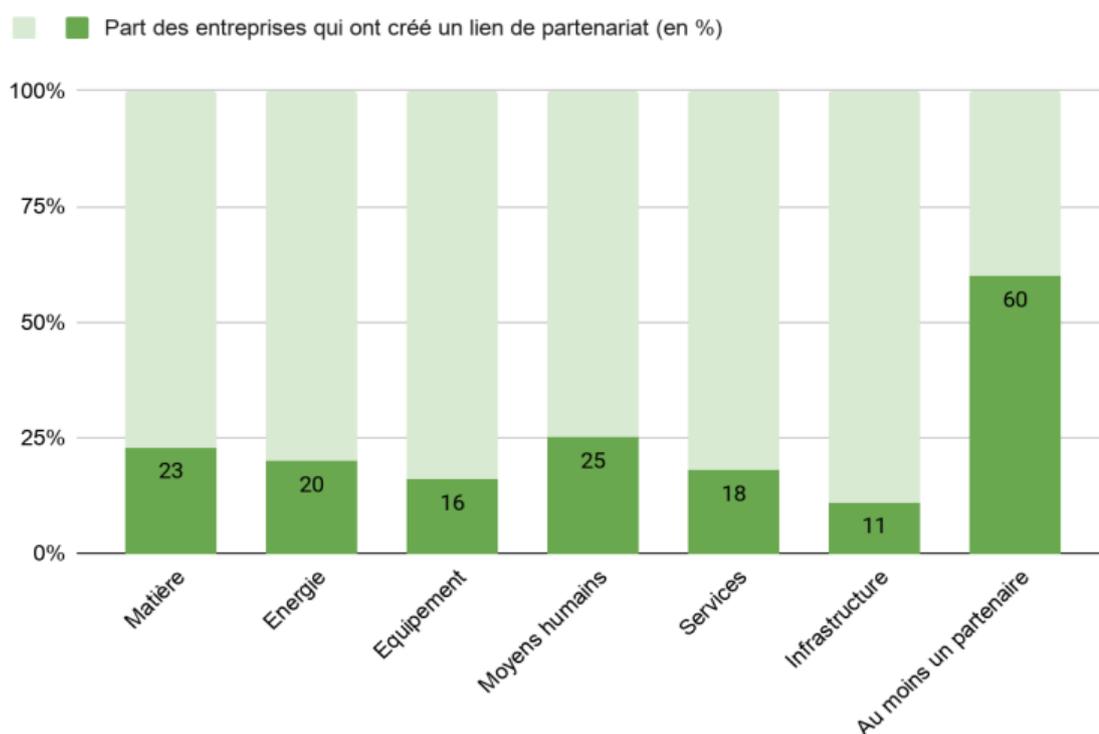


Figure 11: Réponses à un questionnaire sur l'EIT

A titre d'exemple, les répondants ont mentionné les mutualisations et les échanges suivants :

¹³ Entreprise de plasturgie

¹⁴ Gestionnaire du domaine skiable de Serre-Chevalier

- Locaux, équipements, matériels communs à plusieurs structures (par exemple : imprimantes, connexion internet, matériels agricoles dans le cadre des CUMA, etc.)
- Maximisation de l'utilisation des espaces disponibles (par exemple : partage d'une salle de consultation médicale et paramédicale par plusieurs praticiens).
- Mutualisation des moyens de transport (pour les biens et les personnes)
- Mutualisation des moyens humains (par exemple : mutualisation d'un poste entre plusieurs structures, coopérative d'activités et d'emplois)
- Utilisation d'un résidu de production pour la création d'un nouveau produit ou l'intégration dans un processus de production (par exemple : intégration de sciures de bois pour la production de composites, transfert du petit-lait vers une exploitation porcine, etc.)

4.2) Le tissu associatif et initiatives EIT

Le tissu associatif est très dynamique (environ 250 associations) avec une coordination du comptoir des asso depuis 1983. Le comptoir des assos propose un certain nombre de ressources, permet de faire réseau et de faciliter la coopération entre acteurs. Le comptoir est aussi un lieu d'information central, et propose la mutualisation de matériel et de fonds de roulement.



Figure 12: Capture d'écran des mutualisations associatives possibles sur le territoire (site d'altitudes coopérantes)

L'une des forces du territoire est aussi son réseau de réemploi, avec l'association environnement et solidarité qui a mis en place 2 ressourceries (Saint Martin de Queyrières et Guillestre) et une plateforme de réemploi avec des salariés en insertion. Les régies déchets du territoire sont aussi en train de mettre en place des caissons de réemploi dans les déchetteries.

Le SMITOMGA et le club climat ont réalisé des guides de bonnes adresses zéros déchet pour inciter les citoyens à se mettre au vrac. Le SMITOMGA a recensé aussi dans un guide l'ensemble des acteurs de la réparation (37).

Le PETR est aussi un territoire d'initiatives, un travail non exhaustif a recensé environ 110 initiatives en lien avec l'économie circulaire. Sur les thèmes du logement, de l'alimentation, de la

sensibilisation, l'artisanat, le réemploi, le recyclage, la réparation, la coopération, la mobilité, l'accompagnement, et la transition énergétique.¹⁵

4.3) Conclusion

Menaces :

- ⇒ Economie vulnérable car monosecteur => nécessité de soutenir le tourisme durable
- ⇒ Très peu d'industries => nécessité de travailler inter-secteur
- ⇒ Petites entreprises, financement de la démarche par les entreprises plus compliqué

Opportunités :

- ⇒ Déjà une culture de la coopération, => nécessité de coordination
- ⇒ Petites entreprises dynamiques => Facilité à faire réseau
- ⇒ Nombreuses initiatives => aide à l'essaimage
- ⇒ Milieu associatif, habitude de coordination => transposer ce fonctionnement au tissu des entreprises

5. Analyse du portage et des stratégies

5.1) L'implantation de l'EIT en France

La France et l'Europe n'ont pas de réglementations spécifiques liées à l'EIT, mais l'EIT répond à un certain nombre d'enjeux soulevés par différents schémas stratégiques à différentes échelles.

Les réglementations portent cependant sur l'économie circulaire, avec beaucoup d'objectifs chiffrés se concentrant notamment sur la réduction du volume de déchets. Depuis 2012-2013, l'Etat soutient le développement de l'EIT. Après un transfert de compétence en 2020, c'est la Région qui assure la coordination et l'animation des actions conduites par les différents acteurs en matière d'économie circulaire, notamment en écologie industrielle et territoriale.¹⁶

L'EIT connaît un développement régulier depuis une vingtaine d'années partout dans le monde. En France, on peut estimer le nombre de démarches à une centaine (120 démarches actives en 2019), sans compter les projets en cours de lancement et ceux qui " en font sans le savoir ". Ces démarches sont soutenues sous différentes formes :

* Création d'un Comité d'Animation Territoire durable et Écologie Industrielle (CATEI) qui a produit un guide méthodologique pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre de projets d'EIT (2014)

¹⁵ Voir l'annexe 3 « Base de données des initiatives »

¹⁶ Voir l'annexe 1 : « Dispositions réglementaires »

- * Mise en place de dispositifs de financement orientés vers les démarches opérationnelles d'EIT via l'ADEME et les Régions ; implication des intercommunalités dans les projets locaux ;
- * Développement de la Recherche (Programmes COMETHE, EITANS, MUEED, Optimisme ou Confluent) et financement d'expérimentations, souvent vers la formalisation d'outils et méthodes (diagnostic de flux, identification de synergies, mobilisation des entreprises, évaluation) : Elipse (méthodes d'évaluation des démarches), Act'lf, PNSI2 ... Ces outils et méthodes viennent créer des référentiels à partir des démarches déjà existantes, sur lesquels les nouveaux porteurs de démarche peuvent s'appuyer.
- * Un réseau international de plus de 700 chercheurs : « International Society for Industrial Ecology » s'est aussi regroupés sous ce thème.
- * Lancement d'un réseau national des acteurs de l'EIT, depuis novembre 2017, Synapse, qui sert aussi de plateforme ressource.
- * Réseaux régionaux d'EIT, pour répondre aux besoins de d'échanges de pratique et de visibilité de la part des financeurs.
- * L'association Orée a créé un certain nombre de guides et méthodes sur le sujet en partenariat avec l'ADEME, notamment un état des lieux de l'écologie industrielle et territoriale en France en 2020, se basant sur une soixantaine de démarches abouties à différents niveaux.

RÉGION	NIVEAU 0 (Évaluation incomplète)	NIVEAU 1 (Initier)	NIVEAU 2 (Lancer)	NIVEAU 3 (Consolider)	NIVEAU 4 (Pérenniser)	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	7	2	1	1		11
Bourgogne-Franche-Comté	1	4	1	1		7
Bretagne	1		1			2
Centre-Val de Loire	1	1	6			8
Grand Est	1	2	5	5	1	14
Hauts-de-France	1	2	4			7
Île-de-France	2		1			3
Normandie	4	2	1			7
Nouvelle-Aquitaine	3		2	4		9
Occitanie	2	3	1		1	7
Pays de la Loire	7	2	3	1		13
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	3	2	2		13
Guadeloupe		1				1
Martinique	1					1
Total	36	22	28	15	2	103

Figure 13: Echantillon de démarches d'EIT par région et par niveau d'avancé utilisé en 2020 pour l'état des lieux de l'EIT en France

5.2) Dispositions régionales

Les deux schémas stratégiques de la région lié à l'EIT sont le SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) et le Plan climat régional (« Gardons une COP d'avance »).

Dans son SRADDET, la région PACA propose un chapitre dédié à la stratégie « en faveur de l'économie circulaire et son plan d'actions » avec un axe porté sur « coopérer et créer des synergies pour optimiser l'utilisation des ressources ».

Le plan climat, s'articule autour de 6 axes Air, Mer, Terre, Energie, Déchets et chez vous au quotidien avec 141 mesures. Il a notamment pour objectif que la région soit autonome dans la gestion de ses déchets en 2030. Et l'une des mesures est d'accompagner des TPE-PME dans un « parcours de la transition écologique ». La coopération inter-entreprise ou l'économie circulaire ne sont pas évoquées.

La région PACA porte un réseau d'acteurs de l'économie circulaire à travers la PRECI (portail du réseau de l'économie circulaire), qui est un lieu de partage d'expérience, de ressource et de réseau.

L'appel à projet qui a donné lieu à cette étude est un appel à projet régional, conjoint entre l'ADEME et la région PACA, séparé en 3 volets qui correspondent aux 3 premiers niveaux de lancement d'une démarche d'écologie industrielle et territoriale : Etude de faisabilité, lancement de la démarche, et développement de la démarche.

5.3) Schéma & programmes locaux



Figure 14: Orientation stratégiques du projet de territoire du PETR

Le PETR porte un projet de territoire 2021-2026 dont les orientations et les axes sont les précédents. La démarche EIT s'inscrit par nature dans les orientations stratégiques 1 et 2 : « Un territoire qui se développe en préservant ses richesses », et « Un territoire qui produit ses ressources et maîtrise ses consommations ». La démarche EIT pourrait donc être partie intégrante de ce projet de territoire.

Le programme LEADER, en plein renouvellement de sa stratégie a présenté ses axes provisoires, et celui de : « **Accompagner les initiatives fondées sur les coopérations et l'objectif de sobriété** » fait que le programme LEADER pourrait être un outil d'accompagnement financier des entreprises dans leur démarche de synergies si il y en a un besoin.

Le PLPDMA en construction pour le SMITOMGA et en révision pour la CCB pourrait aussi être un outil stratégique pour inscrire l'EIT comme moyen de prévention des déchets pour les entreprises. Ceci permettrait de confirmer les partenariats avec les régies déchets, et de dégager potentiellement du temps d'agent chargé d'appliquer ce PLPDMA.

Le CRTE¹⁷ dans son axe « transition écologique », a inscrit un aspect gestion des déchets-économie circulaire, dans lequel cette démarche pourrait entrer. Cependant, le CRTE n'ayant pas de fonds dédiés, seulement un poste traitant déjà d'autres aspects, ce contrat ne pourra avoir qu'une implication limitée avec une personne ressource sur ces sujets sur le territoire. (CRTE suite du CTE, CTES, TEPCV, TEPos, contrat de ruralité, contrats des précédents ministères de la transition écologique).

Le plan avenir montagne ne semble pas directement concerné, ou de manière annexe par des projets de tourisme durable rentrant dans la démarche d'EIT.

Un poste sur le COT va être créé en novembre au sein du PETR, la rédaction de ce contrat pourra être l'occasion également de mettre l'EIT dans sa stratégie, et de voir des actions financées par ce programme.

Voici d'autres schémas et contrats à explorer dans laquelle l'EIT rentre potentiellement, que l'on explorera dans la suite de l'étude.

PAT : plan alimentaire territorial	Porté par le département, financement de postes
TZGZD	Financement de l'ADEME pour la réduction des déchets, porté par les régies déchets
PCAET ¹⁸	Plan construit suite à un diagnostic du PETR, porté par les communes (obligatoire pour la CCB, fait de manière volontaire sur le Guillestrois-Queyras, et le pays des Écrins)
Espaces Valléens	Financement régional, porté par les com-com. Orienté tourisme
Contrat station	Fond région et département essentiellement remonté mécaniques, mais aussi diversification, efficacité énergétique des remontées mécaniques porté par les com-com
Petites villes de demain	Programme d'action sur la commune de Guillestre, l'Argentière => Financement état
Programme LEADER	Enveloppe Europe Région sur 6 années environ 2,3 millions Par projet Max 150 000 de dépenses éligibles, (en moyenne 50 000€ d'aide). Nouvelle programmation avec démarche EIT éligibles. Financement d'EIT étude de flux avec CCI, et animation Financement de diagnostic de flux

¹⁷ Contrat de relance et transition écologique porté par le PETR

¹⁸ Plan climat air énergie territorial

5.4) Conclusion

- ⇒ Le développement des réseaux, référentiels et méthodologies sur l'EIT et l'économie circulaire permette d'augmenter fortement les chances de pérennisation de la démarche.
- ⇒ L'EIT s'inscrit dans la stratégie régionale, avec un soutien régional et de l'ADEME de ces démarches.
- ⇒ L'EIT s'inscrit dans des schémas locaux du territoire (projet de territoire du PETR, CRTE, LEADER, PLPDMA et autres), ce qui le rend tout à fait légitime.

6. Analyse des acteurs structurants

6.1) Acteurs institutionnels régionaux et nationaux

ADEME – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie :

L'ADEME dispense un accompagnement technique et financier (AAP et subventions) et propose plusieurs outils et réseaux pour les acteurs publics et privés. L'ADEME est un potentiel financeur de la démarche.

La chambre des métiers et de l'artisanat régionale

La CMAR dispose de conseillers environnement et expert en économie circulaire. Elle a développé plusieurs dispositifs et outils en lien avec l'économie circulaire comme l'outil « Diag Eco-flux », les « éco-défis des commerçants et des artisans » et la marque « Répar'acteurs »

Chambre du commerce et de l'industrie :

La CCI a développé plusieurs dispositifs et outils en lien avec l'économie circulaire notamment l'outil ACTIF :

À travers une cartographie interactive, la plateforme ACTIF quantifie et géolocalise les ressources des entreprises et organisations. Elle permet de créer des synergies de mutualisation (emplois partagés et achats groupés) ou des synergies de substitution (les flux sortants des uns étant les flux entrants des autres). Un agent est chargé de l'animation de cette plateforme sur le 05.

- ⇒ Expertise sur le territoire

6.2) Structuration des acteurs institutionnels locaux

Le territoire du PETR est découpé en 3 communautés de communes. La communauté de commune du Briançonnais porte sa propre régie des déchets, tandis que le SMITOMGA est le syndicat mixte qui a la compétence déchet sur le Guillestrois-Queyras et le pays des Ecrins.

Ces régies sont également chargées du fonctionnement des déchetteries et de la prévention des déchets, leur stratégie étant inscrites dans leurs PLPDMA respectifs. Pour se faire, les régies sont en lien étroit avec le CPIE de la Haute-Durance, association structurante du territoire. Un groupe de travail déchet est aussi en place regroupant ces acteurs ainsi que le PETR. Les régies déchets ont déjà mis en place des accompagnements auprès des professionnels, notamment pour les marchés et les centre de vacances.

Le PETR pourrait avoir un rôle de coordination sur le territoire en écologie industrielle, mais de par ses financements qui ne permettent que l'embauche de contrats courts, ce rôle semble difficile à maintenir.

Le portage politique pour la mise en place de cette démarche est fort, venant de Pierre Leroy, élu président du PETR. Cependant le soutien des communautés de commune reste mitigé. Les communautés de communes étant très sectorisées, les techniciens du développement économique ont du mal à voir leur intérêt dans cette démarche, pour eux orienté développement durable.

Le Parc naturel régional du Queyras et le parc naturel national des Écrins sont d'autres structures institutionnelles ayant les compétences développement économique et environnemental sur le territoire.

Le département a des compétences liées au développement économique et ne peut pas financer d'entreprises. Le département ne sera donc pas une partie prenante d'un programme EIT.

Les chambres consulaires, bien qu'organisées régionalement et départementalement, ont des chargés de mission sur le territoire du PETR et ont dans leurs missions l'accompagnement aux entreprises (agricoles, artisanales ou industrielles)

Ces acteurs institutionnels étant nombreux, le défi de la communication et de la coordination sur le sujet de l'EIT est réellement important. De plus, aucun de ces acteurs ayant un animateur EIT intégré dans leur structure, l'embauche d'une nouvelle personne sera à prévoir.

Une analyse des acteurs plus poussée est en cours (voir Annexe 4).

6.3) Conclusion

Forces

- => Portage politique fort
- => Régie déchets dynamique dans la prévention et déjà actives auprès des professionnels
- => Acteurs intéressés et sensible à la démarche
- => Echelle du PETR intéressante car lien entre les 3 com-com par le PETR, peu dense animation à adapter

Faiblesses

- => Manque de portage des com-com
- => Pas de connaissance en EIT des acteurs même si ils en font déjà

Menace

- => Embauche de personnel EIT peut être long
- => Sectorisation des institutions
- = > Manque de concret dans le discours risque de faire fuir les intéressés/Manque de mobilisation des acteurs du à une mauvaise manière de communiquer

Opportunité

=> Coopération entre les différents types de structures

=> La présence de la CCI permet d'avoir de l'expertise sur le territoire, et un acteur ressource pour la mise en place de la démarche à tous les stades.

7. Synthèse et Matrice SWOT

Voici un premier aperçu de cette matrice qui est en cours de construction.

FACTEURS INTERNES	
POINTS FORTS (+)	FAIBLESSES (-)
<ul style="list-style-type: none"> • L'échelle du PETR est davantage pertinente que celle de l'EPCI pour mener une démarche d'EIT • Portage politique fort de la part de Pierre Leroy, président du PETR • De nombreux programmes territoriaux en cours en lien avec la transition écologique et l'économie circulaire (LEADER, COT...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à mobiliser les EPCI et à projeter une implication future de leur part dans la démarche d'EIT • Pas d'animateur EIT intégrée à la structure aujourd'hui et donc pas de compétences particulières. Il est prévu d'en recruter un pour la démarche, mais les processus peuvent être assez long

FACTEURS EXTERNES	
OPPORTUNITÉS (+)	MENACES (-)
<ul style="list-style-type: none"> • Capitaliser sur les actions (et les acteurs) d'économie circulaire déjà en place et inspirer pour passer à l'action • Besoin de créer une base de connaissance des actions, dispositifs et programme en cours (Leader, plateforme échange, guides réparateurs) en lien avec l'EIT • S'appuyer sur les représentants de filières/secteurs et réseaux présents sur le territoire • S'appuyer sur de outils types bourse aux ressources qui permet d'identifier les échanges en faisant gagner du temps aux acteurs • Proposer un système d'animation innovant et variés en fonctions des territoires concernés (Briançonnais, Queyras, Ecrins) • L'animation terrain (porte à porte par l'animateur sera nécessaire pour impliquer les acteurs dans la démarche • Un territoire qui met déjà en place des mutualisations de moyens et de services (commande de pellets, achats d'agrumes, altitudes coopérantes) 	<ul style="list-style-type: none"> • La mobilisation des acteurs peut s'avérer compliquée du fait de : <ul style="list-style-type: none"> ○ Un territoire très étendu avec relativement peu d'habitants (Territoire peu dense) qui peut limiter la participation des acteurs aux événements et freiner la mise en place de synergies ; ○ De nombreuses activités saisonnières qui rend la mobilisation compliquée entre le manque de temps (saison) et l'absence des acteurs (hors saison). • Manque de compréhension de la démarche par certains acteurs structurants • Manque de connaissance partagée des actions, programmes, dispositifs portés par les acteurs du territoire (PETR, EPCI, Smitomga, consulaires...)

8. Potentiels modèles

8.1) Contexte et enjeux d'une gouvernance et du modèle économique en EIT

L'EIT est une démarche qui a vocation à durer dans le temps, en faisant de coordination et de la coopération sur le territoire. Portée principalement dans ses prémices par des financements publics, ces démarches ne peuvent pas être portées à long terme par des structures publiques. Les entreprises en sont les principales bénéficiaires et en retire du profit. De plus, les financements publics sont souvent de courte durée et en diminution.

Il est donc essentiel de créer un modèle de financement à long terme, et d'impliquer l'ensemble des acteurs structurants du territoire pour réussir cette coordination du territoire.

8.2) Scénarii envisagés par PETR

Au vu de l'analyse des acteurs faites précédemment, ces scénarii qui seront proposés à la fin de l'étude ont pour objectif de montrer qui portera la démarche, qui collaborera, qui sera ressource, qui sera impliqué dans les comités techniques, et surtout qui financera.

Les acteurs structurants pressentis, sont le PETR, les communautés de communes, leur services déchets, le SMITOMGA, pour leurs compétences en économie et développement durable. La CCI pour leur expertise et leur outil actif. L'association Altitudes coopérantes pour leur objet social de faciliter la coopération entre acteurs du territoire. L'ADEME et la Région pour leur capacité de financement et leurs compétences.

L'étude n'étant pas terminée les scénarii ne seront pas exposés ici

8.3) Animation et méthodologie EIT

L'animation d'une démarche EIT a deux côtés : quantifier & localiser les flux, et faire du réseau.

Il y a 3 approches :

- "par le territoire" : collecte de données, documentation, entretiens. C'est l'approche privilégiée pour l'instant dans cette étude.
- "par les acteurs" : les entreprises expriment leurs besoins lors d'ateliers. Cela permet d'animer une dynamique de réseau, et de prioriser les besoins. Un premier atelier de ce type a été réalisé sur le territoire, et a eu du succès. Cependant, il ne faut pas trop multiplier les ateliers au risque de démobiliser les acteurs par de la sur-sollicitation.
- "bilan de flux" : « regarder les poubelles » des entreprises et cartographier les flux. Cela offre une proximité entre l'animateur et le dirigeant de l'entreprise, mais cela prend beaucoup de temps.

La fin de cette étude permettra de préconiser l'approche la plus adéquate.

9. Programme d'actions et budget prévisionnel

La suite de l'étude proposera un programme d'action et un budget prévisionnel à la future démarche EIT sur le territoire.

10. Conclusion

Les conclusions de cette étude seront exposées lors d'une restitution le 17 octobre devant l'ensemble des acteurs impliqués.

IV. Autres travaux effectués

Assises Européennes de la Transition écologique

Les assises européennes de la transition écologique sont un congrès organisé chaque année par l'ADEME en lien avec les métropoles de Genève, Bordeaux et Dunkerque à destination des élus et techniciens des collectivités territoriales. J'ai pu participer à ces assises qui se sont déroulées à Genève, du 31 mai au 2 juin 2022.

Le thème Général était « Moins de quoi ? Pour plus de quoi ? », avec un accent mis sur la sobriété.

J'ai pu dans ce cadre, assister à une série de conférences, rencontrer différents acteurs lors du forum, ainsi que visiter un site industriel d'EIT.

Les conférences étaient sur divers sujets :

- Stratégies internationales, européennes, nationales, régionales et communales pour la transition écologique
- Economie circulaire et urbanisme
- Innovations autour de la valorisation énergétique des déchets
- Les processus cognitifs face à la transitions écologique
- Le concept de smart city sobre

Quelques remarques :

- J'ai trouvé très novateur le fait que la sobriété soit au cœur des débats,
- J'ai été très surprise que la mise en récit et de la désirabilité de la transition écologique soit montrées comme nécessaires.
- J'ai pris conscience de l'importance de la mise en réseau.
- J'ai pris conscience du pouvoir d'action qu'ont les collectivités territoriales.

Pour les détails de la rencontre, voir le compte rendu associé.

Réalisation de Visuels et articles de communication

Dans le cadre de l'axe « sensibilisation » de ma mission, j'ai dû réaliser des visuels avec l'outil canevras, sur l'Ecologie Industrielle et Territoriale, la démarche, la bourse aux déchets ainsi que des visuels d'invitation pour l'atelier du 9 septembre. (Voir Annexe 2). J'ai aussi dû réaliser des mails de communication, des communiqués de presse et des publication réseau.

Animation de l'atelier du 22 juin

Le 22 juin s'est tenu un atelier de concertation pour la réalisation de la stratégie du futur programme LEADER. Cet atelier a rassemblé une soixantaine de personnes.

Il s'est déroulé dans un premier temps par une série d'interventions en plainières, puis le public s'est réparti en quatre tables, où les participants ont pu répondre à 3 questions pendant une vingtaine de minutes. Puis les groupes ont tournés pour passer sur chaque atelier. Chaque table avait comme animateur une personne du PETR ainsi qu'un intervenant extérieur.

J'ai coanimé la table « Pour un territoire, efficient, dynamique et entreprenant » avec Andrea INOSTROZA l'autre stagiaire en EIT, ainsi que Jean Pierre LABONDE, chef d'entreprise du Plantivore (entreprise de production alimentaire à partir de cueillette sauvage).

Une fois les 4 groupes passés, nous avons fait une rapide synthèse sur chaque thématique que nous avons présenté à la fin de l'atelier.

Pour les détails sur la synthèse de l'atelier, voir le compte rendu associé.

Rencontre réseau Preci

J'ai pu me rendre le 28 juin à la rencontre l'économie circulaire de la région PACA à Marseille. Ce Rendez-vous à destination de tous les acteurs de l'économie circulaire a consisté en une série de conférences, ainsi que des temps d'échange informels avec les acteurs.

Les premières conférences ont été sur le thème de la coopération avec notamment l'intervention d'une animatrice EIT dans le nord de Marseille. Les plainières de l'après-midi étaient sur les sujets de :

- Le renouvellement de la convention partenariale de la Preci
- Intervention du GREC sud (Giec pour la région sud)
- Intervention sur l'adaptation au changement climatique

Pour les détails de la rencontre, voir le compte rendu associé.

Entretiens

Lors de la phase de collecte de données de l'étude, il a fallu mener un certain nombre d'entretiens. 5 d'entre eux ont été fait avec le consultant du cabinet de conseil, les autres nous les avons menés seules avec l'autre stagiaire. Nous nous sommes entretenus avec 19 personnes, nous avons visité 2 déchetteries, une ressourcerie, une plateforme de réemploi ainsi qu'une filature.

L'objectif était double, sensibiliser à la démarche et récolter des données pour l'étude.

L'entretien se déroulait en 2 temps. Lors du premier nous nous présentions, ainsi que l'étude et la démarche d'écologie industrielle. Dans un second temps, nous posions un certain nombre de questions à l'interviewer en suivant une grille d'entretien préalablement préparée.

Ces temps d'entretiens ont nécessité du temps pour la prise de contact, la préparation ainsi que la rédaction des comptes rendus. (voir annexe 5)

Animation atelier 9 septembre

J'ai eu la charge de coordonner l'organisation de cet atelier. Cela comprend la communication, (avec la rédaction de mail, d'articles de presse et de réseau), le travail de réflexion sur le contenu de l'atelier, le contact avec les intervenants, la logistique, la mise en place de l'animation, et le compte rendu de cet atelier.

V. Analyse de l'environnement de travail

Aspects organisationnels

Le PETR a 3 bureaux sur 3 villes différentes du territoire. Mon bureau se trouvait à Mont dauphin, (village à 35 min au sud de Briançon) lieu de travail du pôle développement durable, et celui de la directrice à Briançon. L'équipe chargé du programme LEADER se situe à l'Argentière-la-Bessée à mi-chemin entre Briançon et Mont Dauphin.

J'ai pu choisir de faire ma semaine de 35h en 4 jours, ainsi que mes jours de télétravail qui devaient être 2 fois par semaine le mardi et le jeudi. Dans les faits, comme il fallait qu'il y ait quelqu'un d'autre au bureau pour que je puisse y travailler, que nous avions des rendez-vous à d'autres endroits du territoire et que j'ai pu demander des semaines complètes de télétravail, ce rythme de 2 jours de présentiel au bureau par semaine n'a pas eu lieu la majorité du temps. Pour les mois de juin-juillet – août sur 43 jour travaillés 23 en télétravail.

Lors de mes jours en présentiel, je suis au bureau à Mont Dauphin où j'ai un confort de travail pour effectuer des tâches bureautiques (écran, souris, clavier, grand bureau), avec une connexion internet suffisante mais pas très rapide. Je partage la pièce avec mes collègues dans un open-space de 5 places. Il n'y a pas de cantine ou restauration, mais le climat et le village font que nous pouvons passer la pause méridienne dehors dans un environnement très agréable.

Les fonctions supports administratives et d'environnement numériques sont effectuées par la secrétaire de PETR. Le PETR m'a fourni un téléphone de fonction qui me permet de téléphoner et d'avoir internet lorsque je télétravaille. Cependant la connexion sur mon lieu d'habitation est assez mauvaise depuis le mois de juillet.

J'ai travaillé pendant toute la durée de mon stage avec Andrea INOSTROZA, l'autre stagiaire de l'école centrale Lyon, embauchée pour la même mission, et Stevan VELLETT, consultant du cabinet INDDIGO retenu par le PETR pour nous accompagner pendant toute la durée de l'étude.

Le travail avec l'autre stagiaire s'est effectué principalement en étant ensemble physiquement ou par messagerie instantanée ou téléphone. Les réunions de suivi de stage avec ma tutrice Daphné KHALIFA, assez nombreuses au début se sont espacées au fur et à mesure du stage (3 en juin, 3 en

juillet, 1 en août, 1 en septembre). Ma tutrice de stage n'étant pas dans le même bureau que le mien, je ne la vois pas quotidiennement. Mais nos rapports sont très fréquents par le biais de la messagerie instantanée ou par mail.

Les réunions avec le consultant ont été plus régulières, toutes les 2 semaines avec une augmentation de la fréquence fin août début septembre pour la préparation de l'atelier, et un contact téléphonique informel quasi quotidien. Le consultant étant basé à Nantes.

Le contact avec les collègues du PETR se fait par mail ou messagerie instantanée (Slack).

L'étude que j'ai menée m'a amené à faire des déplacements sur le territoire avec la voiture de service, pour rencontrer d'autres acteurs.

Ressentis personnels

J'ai beaucoup aimé le sujet du stage, et j'ai appris beaucoup de chose, notamment en ingénierie territoriale. L'ingénierie territoriale qui m'était inconnue, m'a beaucoup intéressée. J'ai aimé pouvoir rencontrer des acteurs sur le terrain, qui était en général toujours enthousiastes et motivés pour m'aider dans mon travail. Ces rencontres très diverses ont été riches et m'ont permis de découvrir tout un écosystème d'acteurs.

L'environnement de travail à Mont Dauphin est très agréable, le cadre du village autant que le bureau. Cependant comme Mont Dauphin est un tout petit village, il ne dispose pas des commodités nécessaires pour vivre sans voiture. Ma tutrice de stage m'a conseillé de vivre à Briançon, plus loin, mais plus urbain. Cette heure de route quotidienne pour aller au bureau, ne m'encourage pas à faire du présentiel.

J'ai fait beaucoup de télétravail durant mon stage, cela m'a permis de réduire mon temps de transport, et de parfois pouvoir partir une semaine pour profiter de mes proches tout en travaillant. Cependant, je n'ai pas apprécié devoir travailler seule chez moi, j'ai trouvé que la communication était beaucoup plus difficile. J'ai remarqué que les temps informels avec mes collègues étaient très riches, comme je ne connaissais pas le territoire et que j'ai une expérience limitée du monde du travail. Ces conseils informels permettent de rassurer, de débloquer des situations, de partager des façons de faire et des habitudes de fonctionnement qui ne sont écrites nulle part.

J'ai trouvé particulièrement difficile d'être encadré à distance, car c'est beaucoup plus difficile d'exprimer des interrogations ouvertes à l'écrit ou de devoir attendre quelques jours la réunion de suivi.

J'ai eu un temps d'adaptation difficile, avec plusieurs erreurs que j'ai faites ne connaissant pas les habitudes de fonctionnement. La communication étant écrite et concise la plupart du temps, donne un ressenti beaucoup plus dur que lorsque ces sujets ont été évoqués à l'oral.

J'ai aussi eu des moments de flottement sur le suivi au jour le jour du stage, ayant beaucoup d'autonomie pour réaliser l'étude, accompagné par le consultant et la directrice qui ne communiquait que très peu entre eux. Certaines décisions sur des questions ouvertes restaient floues pendant plusieurs jours.

J'ai pu gagner de plus en plus d'autonomie pour la communication avec les acteurs extérieurs qui était encadrés au début. L'étude s'est bien déroulée, et la création de potentiels modèles pour la démarche adapté au territoire est un exercice que j'apprécie. Je vais avoir l'occasion de restituer les

résultats de l'étude mi-octobre, j'apprécie pouvoir conclure mon travail au bout de 5 mois, même si l'exercice ne semble pas aisé.

Le territoire du PETR est un territoire extraordinaire de par ses richesses naturelles et son dynamisme, et je suis très heureuse d'avoir pu l'étudier. Sur ce territoire, la transition écologique est un concept transversal, et la coopération est au cœur des actions, ce que j'ai beaucoup apprécié.

Je pourrais suggérer au PETR de faire encadrer ou co-encadrer les stagiaires par un agent, ce qui permettrait un suivi quotidien, que la Directrice Mme KHALIFA ne peut pas assurer, étant très occupée et ayant beaucoup de responsabilités par ailleurs.

Remerciements

Un grand Merci à Andrea INOSTROZA, ma co-stagiaire avec qui nous avons beaucoup partagé, un peu plus que de simples collègues.

Merci à Stevan VELLETT qui nous a partagé son expertise.

Merci à Aude, Lisa et Caroline qui nous ont appris et fait infuser des bonnes idées.

Merci à Emmanuelle pour ton support.

Merci à Valérie LAFOREST & Daphné KHALIFA pour votre encadrement

Merci à toi papa.

VI. Annexes

1. Données de l'étude

Dispositions réglementaires.

Europe

2008 : directive-cadre sur les déchets (directive n°2008/98/CE). Cette dernière établit des mesures visant à protéger l'environnement et la santé humaine par la prévention ou la réduction des effets nocifs de la production et de la gestion des déchets

2017 : Adoption du premier paquet Economie circulaire. Fixe des objectifs sur la réduction de la quantité de déchet.

2020: Adoption du Pacte vert comprenant un « **plan d'action en faveur de l'économie circulaire** ». Il présente de nouvelles initiatives à mettre en œuvre tout au long du cycle de vie des produits :

Règlementation nationale :

2010 : l'ordonnance du 17 décembre 2010 : adaptation au droit de l'Union européenne (UE) dans le domaine des déchets transpose en droit français la directive-cadre sur les déchets de 2008. Elle précise ce qu'est un déchet, privilégie la prévention de la production de déchets, introduit une hiérarchie dans leurs modes de traitement, avec priorité à la réutilisation, au recyclage et à la valorisation.

2015 : le **décret du 10 juin 2015 relatif aux programmes locaux de prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA)** définit le contenu des programmes locaux de prévention des DMA mis en place par les collectivités territoriales responsables de la collecte et du traitement des déchets, ainsi que leurs modalités d'élaboration et de révision.

2015 : L'économie circulaire est l'une des mesures de la **loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte**, promulguée le 17 août 2015. Le titre IV de la loi (« Lutter contre les gaspillages et promouvoir l'économie circulaire : de la conception des produits à leur recyclage ») précise différents objectifs, et notamment, le découplage progressif entre la croissance économique et la consommation de matières premières.

2020: La **loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** comportent 5 grands objectifs dont « Mieux produire » Elle contient plus d'une centaine de mesures qui prévoient :

En outre la loi confère à la Région une nouvelle compétence : la Région assure la coordination et l'animation des actions conduites par les différents acteurs en matière d'économie circulaire, notamment en matière d'écologie industrielle et territoriale.

Plans, stratégies et programmes nationaux :

- **Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2015-2020.** Elle comporte 3 piliers (Définir une vision à l'horizon 2020, axes 1 à 3 ; Transformer le modèle économique et social pour la croissance verte, axes 4 à 6 ; Favoriser l'appropriation de la transition écologique par tous, axes 7 à 9)
 - **Feuille de route Economie circulaire (2018).** Elle comporte 50 mesures autour de 4 grands enjeux : mieux produire, mieux consommer, mobiliser les acteurs, mieux gérer nos déchets. Les mesures visent notamment à mieux produire et mieux gérer les déchets- entreprises. Exemple d'action : Accompagner 2000 TPE et PME d'ici 2020 pour réduire leur consommation de ressources ; Revoir le fonctionnement de la gestion des déchets du bâtiment.
- **Programme national de prévention des déchets 2014-2020 :** Il a pour ambition de rompre progressivement le lien entre la croissance économique et la production de déchets en prolongeant et en développant les actions de prévention menées précédemment.
- **Plan de programmation des ressources (2018).** Il permet d'identifier les potentiels de prévention de l'utilisation de matières premières, primaires et secondaires, afin d'utiliser plus efficacement les ressources, ainsi que les ressources stratégiques en volume ou en valeur et de dégager les actions nécessaires pour protéger l'économie française.

Plan régionaux :

2017 : **Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.** Le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation, prévoit le déploiement d'une politique d'accompagnement des entreprises aux transitions numérique, écologique, commerciale, managériale par la promotion et la diffusion des nouveaux modèles économiques : Responsabilité Sociétale des Entreprises, et économie circulaire. Par ce schéma, l'économie circulaire est au cœur du développement économique des territoires qui constitue avec l'appui aux filières stratégiques l'un des axes structurant de la politique économique régionale.

2019 : La **stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire** et son plan d'actions, intégrée au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Elle comprend 8 axes :

- Mobiliser et favoriser l'émergence de projets d'économie circulaire
- Soutenir l'expérimentation et développer les projets d'économie circulaire
- Développer l'éco-conception
- Promouvoir les nouveaux modèles économiques : économie de la fonctionnalité, économie collaborative et approvisionnement durable
- Allonger la durée d'usage des produits, biens et services (lutter contre l'obsolescence programmée des produits manufacturés)
- Coopérer et créer des synergies pour optimiser l'utilisation des ressources
- Lutter contre les pertes et gaspillage alimentaire
- Développer l'utilisation de ressources issues du réemploi et la substitution par des ressources issues du recyclage
- Programme « zéro déchet plastique en stockage en 2030 »

2019 : La **Planification Régional en matière de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD)**, intégrée au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

Région PACA :

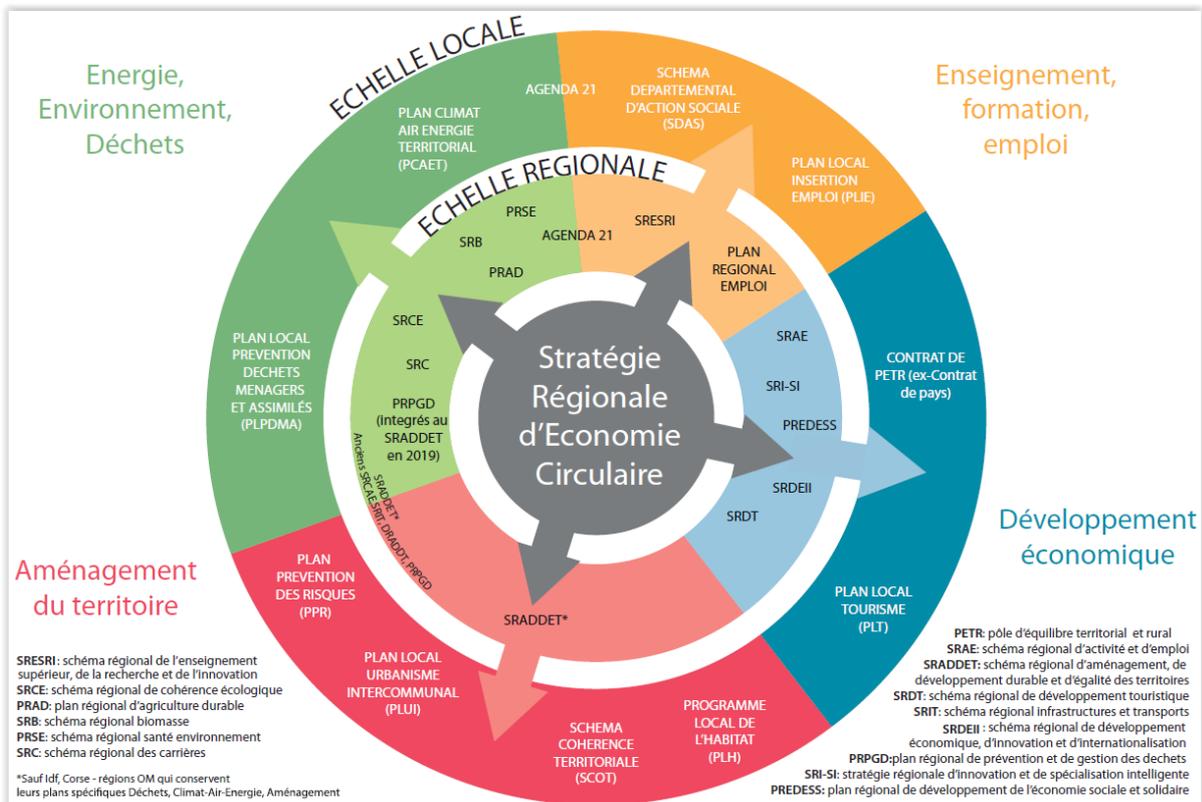
La Région PACA a bénéficié d'un CODREC (Contrat d'objectif pour une dynamique régionale déchets et économie circulaire) financé par l'ADEME sur la période avril 2017-avril 2020. Il s'agissait d'un dispositif de soutien financier et méthodologique pour accompagner sur 3 ans la montée en puissance du Conseil Régional sur la prévention et la gestion des déchets et d'intégrer plus efficacement l'économie circulaire dans la stratégie régionale. Un des axes de ce contrat concernait l'élaboration de la feuille de route économie circulaire du Conseil régional.

Dans le cadre de ce contrat, une convention pour le déploiement partenarial de l'économie circulaire – impliquant la Région, l'Etat, l'ADEME, la Chambre de commerce et d'industrie de région, la Chambre de métiers et d'artisanat régionale et la Banque des territoires – a été votée le 18 octobre 2019 et une dynamique régionale a été impulsée dans le cadre du lancement de la Plateforme Régionale de l'Economie Circulaire (PRECI). Une plateforme numérique vu le jour début 2021. Ce contrat a été renouvelé en 2022 avec un nouveau signataire, la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire.

Au sein du Conseil régional, plusieurs services traitent un ou plusieurs volets d'économie circulaire. Les deux services les plus impliqués sont le service Economie circulaire et proximité, rattaché à la Direction du Développement et du Financement des Entreprises (entrée économique) et le service Economie circulaire et déchets, rattaché à la Direction de la Biodiversité et de la Mer (entrée environnement).

Le service Economie circulaire et proximité cible prioritairement les entreprises, les structures d'accompagnement au développement de celles-ci (CMA, CCI, CRESS, etc.) ou les EPCI qui ont la compétence développement économique. Il intervient principalement dans le champ de l'écologie industrielle et territoriale, l'économie de la fonctionnalité et collaborative et la responsabilité sociétale des entreprises via plusieurs outils (cadre d'intervention, accompagnement, outils d'ingénierie financière, subvention, AAP, etc.) pour le développement des entreprises, leur structuration, l'évolution des modèles économiques.

Le service Economie circulaire et déchets cible davantage le grand public et les collectivités et est plus axé vers les projets. Il vise le soutien aux projets permettant de favoriser la réduction à la source ou le recyclage des déchets pour qu'ils deviennent une nouvelle ressource. Il dispose de plusieurs outils (cadre d'intervention, accompagnement, outils d'ingénierie financière, subvention, AAP, etc.



Listes des zones d'activités

	Nom	Communes	Type	Filière	Taille en hectare
Communauté de communes du Briançonnais	ZA Pont La Lampe	Puy Saint André	Artisanat et industrie	Dominante construction	10.9
	ZA de la Tour	Villard Saint Pancrace	Mixte	Dominante construction	Pas d'information
	ZA Sud	Briançon	Mixte dominante commerce	Dominante Commerce de détail	35.7

	ZA du Monétier	Le Monétier-les-bains	Mixte	Dominante construction	2.9
	ZA la Gérarde	Saint Chaffrey	Mixte	Dominante construction	1.4
	ZA du Pilon	Val des Prés			3.7
	ZA Champ du Pin	Montgenèvre			2.5
Communauté de communes du Pays des Ecrins	ZA Le Pré du Faure	Saint Martin de Queyrières	Mixte	Dominante construction	5
	PA Le Villaret	Saint Martin de Queyrières	Mixte	Filière bois	Pas d'information
	ZA Le Planet	La Roche de Rame	Mixte dominante industrie	Mixte	19
	ZA Les Sablonnières	L'Argentière la Bessée	Mixte	Dominante Construction	13
	ZA les Clots	Vallouise	Artisanat industrie et	Dominante construction	2
Communauté de communes du Guillestrois et du Queyras	ZA du Guillermin	Saint Crépin	Mixte	Dominante construction	6
	ZA du Villard	Guillestre	Mixte	Dominante construction	17
	ZA La Viste	Ceillac	Artisanat industrie et	Dominante construction	4
	ZA de Jassaygues	Ristolas			1

2. Visuels Réalisés

Écologie Industrielle et Territoriale (EIT)

REGION SUD | ADEME

PRÉFIGURATION D'UNE DÉMARCHE D'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

PETR du Briançonnais, des Ecrins, du Guillemois et du Queyras

OBJECTIF
Collecter des données, analyser le territoire, proposer un modèle de gouvernance, un modèle économique et un plan d'action pour une potentielle mise en place d'une démarche d'EIT sur le territoire

Identifier le potentiel et construire le modèle de la démarche adapté au territoire

ÉTAPES DE L'ÉTUDE DE PRÉFIGURATION

- ATELIER EIT COLLECTE IDÉES ET BESOINS
- IDENTIFICATIONS DES ACTEURS CLÉS
- COLLECTE DE DONNÉES ET ENTRETIENS
- ÉLABORATION D'UN SCHEMA DE GOUVERNANCE ET D'UN MODELE ECONOMIQUE
- ATELIER D'IDENTIFICATION DE POTENTIELS DE SYNERGIES
- ELABORATION PROGRAMME D'ACTION ET BUDGET PREVISIONNEL

TERRITOIRE DE MONTAGNE - TERRITOIRE D'ÉNERGIE - TERRITOIRE DE PROJETS
www.paysgrandbrianconnais.fr | Contact : accueil@paysgrandbrianconnais.fr | 07 88 73 45 53

Écologie Industrielle et Territoriale (EIT)

REGION SUD | ADEME

ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE ET TERRITORIALE

PETR du Briançonnais, des Ecrins, du Guillemois et du Queyras

Écologie Industrielle et Territoriale (EIT)

Dénotée aussi **symbiose industrielle**, elle constitue un mode d'organisation inter-entreprises par des échanges de flux ou une mutualisation de besoins. La symbiose renvoie à l'échange de flux (matière, énergie, information) entre au moins deux entreprises pour leur bénéfice mutuel.

Qu'est-ce qu'une symbiose?

FLUX DE MATIÈRE PREMIÈRES
Optimisation des flux
Approvisionnement durable
Coopération inter-entreprise

MATÉRIAUX
Écoresponsabilité et Écoconception: Sobriété de consommation

SYMBIOSE
S'ASSOCIER DE MANIÈRE DURABLE ET RÉCIPROQUEMENT PROFITABLE
Déchets = Ressources

ÉNERGIES
Mutualisation de l'approvisionnement
Ressources renouvelables

DÉCHETS
Minimiser, trier, recycler, valoriser, réutiliser

INFRASTRUCTURES ET SERVICES
Partage/mutualisation d'infrastructures, de services ou d'équipements

TERRITOIRE DE MONTAGNE - TERRITOIRE D'ÉNERGIE - TERRITOIRE DE PROJETS
www.paysgrandbrianconnais.fr | Contact : accueil@paysgrandbrianconnais.fr | 07 88 73 45 53

Atelier Identification des synergies

REGION SUD | ADEME

ATELIER

Partage de besoins et ressources

sur le territoire du PETR

VENDREDI 9 SEPTEMBRE (09h00 à 11h30)

SALLE DU FOYER CULTUREL À L'ARGENTIÈRE

Qu'est-ce qu'une synergie?

C'est l'échange de flux entre au moins deux entités pour leur bénéfice mutuel, il existe 2 types de synergies.

- Mutualisation de ressources ou services
- Substitution de matière ou d'énergie

Quels sont les avantages d'une synergie?

- Cohésion et coopération entre les acteurs du territoire
- Amoinrir les impacts sur l'environnement
- Économie des ressources et matières premières
- Réduire ses coûts grâce aux économies d'échelles

Synergies inter-entreprises : de véritables opportunités !

Le PETR du Briançonnais, des Ecrins, du Guillemois et du Queyras vous donne rendez-vous le vendredi 9 septembre de 09h00 à 11h30 pour un atelier économie circulaire visant à mettre en place des synergies entre les entreprises, organisations, associations ou autres structures du territoire.

Le but de cet atelier sera d'identifier collectivement les pistes d'échange et de valorisation (matières premières, déchets, énergie, eau...), les mutualisations possibles (équipements, services, achats, RH...) et les actions concrètes qu'il serait possible de mettre en place !

Véritable levier de performance, les synergies éco-industrielles permettront ainsi d'optimiser vos coûts de fonctionnement et de réduire notre impact sur l'environnement.

Inscrivez-vous à notre atelier du 9 septembre !

Scannez pour vous inscrire ou cliquez ICI

TERRITOIRE DE MONTAGNE - TERRITOIRE D'ÉNERGIE - TERRITOIRE DE PROJETS
www.paysgrandbrianconnais.fr | Contact : accueil@paysgrandbrianconnais.fr | 07 88 73 45 53

BOURSE AUX ÉCHANGES

Déchets = Ressources

Mettre en lien des entreprises, collectivités, associations, ayant des déchets ou ressources pouvant être réutilisés ou mutualisés entre elles, sur le principe de l'offre et de la demande.

Exemples

Réutilisons et mutualisons ensemble nos ressources !

- Bâche PVC → Sac à main
- Drèches de bière → Biscuits
- Skis → Mobilier

BOURSE AUX ÉCHANGES

Comment faire une annonce?

Annonce d'offre
Vous avez des déchets (chutes de bois, tissu, cartons...), services (transport, matériel, local...), matières premières ou autres dont vous souhaitez les donner ou les échanger.

Annonce de demande
Vous avez besoin de matière première (chutes de bois, tissu, cartons...), et vous préférez les récupérer chez quelqu'un d'autre plutôt que de l'acheter dans le commerce classique.

Annonce de d'offre et demande
Vous voulez offrir une ressource ainsi qu'en demander une autre.

Pour consulter notre bourse d'échanges

www.paysgrandbrianconnais.fr

Rubrique EIT

Pour consulter notre bourse d'échanges

www.paysgrandbrianconnais.fr

Rubrique EIT

TERritoire de montagne - TERritoire d'énergie - TERritoire de projets

www.paysgrandbrianconnais.fr

Contact : accueil@paysgrandbrianconnais.fr

07 88 73 45 53

TERritoire de montagne - TERritoire d'énergie - TERritoire de projets

www.paysgrandbrianconnais.fr

Contact : accueil@paysgrandbrianconnais.fr

07 88 73 45 53

3. Base de données des initiatives

Recensement non exhaustif des initiatives en lien avec l'économie circulaire sur e territoire.

	Nom	Concept	Source	Etat
Projets d'habitats partagés et Constrcution durable	Habricot	habitat partagé 8 foyers, briançon gare	transiscope	Initiative en cours
	Les silènes	projet d'habitat partagé en autoconstruction 8 foyers, le pinet	transiscope	Initiative en cours
	La basse cour	habitat partagé, rénové par les habitants: 14 foyers Briançon vieille ville	transiscope	Initiative en cours
	Stage de fabrication de Keterre	Stage pour apprendre à fabriquer des Kerterres (habitats écologiques en terre et chanvre)	https://www.facebook.com/kerterres/posts/1971037586401836	Initiative en cours
	Maison Marthe	Habitats partagés pour des femmes isolées	Nord 05	Initiative en cours
	La casa de la roche	projet d'habitat partagé		Initiative en cours
	Carbone K	Réseau de professionnel du bâtiment engagés pour une construction frugale, (début)	Nord 05 en action https://www.tpbm-presse.com/carbone-k-le-reseau-des-defenseurs-de-la-frugalite-dans-la-construction-92956.html	Initiative en cours
AOP Bleu du Queyras			Initiative en cours	
Alimentation durable	Artisans du monde	Vente de produits équitables du monde entier, sensibilisation auprès des jeunes, plaidoyer	transiscope	Initiative en cours
	L'épine vinette	épicerie libre service du réseau biocoop	transiscope	Initiative en cours
	La petit ferme des regains	ferme pédagogique	transiscope	Initiative en cours
	Echange paysans	Coopération entre producteurs, mise en place d'une nouvelle organisation logistique et commerciale pour faire des circuits courts agricoles	Rapport d'activité PETR 2021	Initiative en cours
	Pause paysanne	épicerie porté par une association qui vend des	Rapport d'activité PETR 2021	Initiative en cours

		produits locaux		
	Cuillette en Queyras	Producteur d'alimentaire à partir de cuillette sauvage	Coopérative des artisans du queyras	Initiative en cours
	Coopérative des artisans du Queyras	Coopératives d'artisans, vend ses produits en commun	Rapport d'activité PETR 2021, https://www.artisanat-queyras.fr/content/6-esprit-coop	Initiative en cours
	AMAP	- Guillestrois - Queyras	Transiscope	Initiative en cours
	La ferme Vauban	serre bioclimatique à 1130m	carnets de montagne	?
	Les jardins des terres vivantes		carnets de montagne	?
	Juste un zeste	Association qui fait des achats groupés d'agrumes de sicile et de produits locaux	Document domitille	Initiative en cours
	Le plantivore	Producteur de boisson et d'aliment issu de cuillette sauvage	atelier 22 juin 2022	Initiative en cours
	Nature ma compagne	Productrice de produit alimentaires issu de cuillette	Nature Ma Compagne: Hautes-Alpes	?
	Production de mycélihomme	Production de champignons comestibles sur substrats recyclés. Marc de café et drêches de brasseries, cartons, sciure... Ce mycélihomme est destiné à la consommation et respect une production ...	Nord 05 en action	Initiative en cours
	Saveurs hautes-alpines	Site internet rassemblant l'ensemble des producteurs haut-alpin pour faire le lien entre particulier et producteurs	https://www.saveurshautalpines.fr/	Initiative en cours
	Vrac'adabra	Epicerie itinérante zéro déchet, produits locaux	https://www.vracadabra.net/	Initiative en cours
	Label "viande des hautes vallées"	Label pour vente directe	Rapport d'activité du PETR 2021	Initiative en cours
	La boucle alimentaire	restaurateurs=>compost=>agriculteurs=>conserverie=>restaurateurs étude de faisabilité en cours. Projet de boucle à dupliquer.	Pierre Leroy	Initiative en projet
	Conserverie de Baptiste	Récup' d'inventu de marché pour faire des conserves	Domitille	Initiative en projet
	Les Jardins du Moulin	Production de légume et de plans, à Villar-D'arène	Lisa	?
	Gens des hauts	Coopérative convivialiste & production de légumes	Gens des Hauts, une coopérative convivialiste ? (convivialisme.org)	?
	Agriculteur bio	Fanny Lhermite: aquisition d'un tracteur électrique et panneaux solaire, agroécologie et transition énergétique	Rapport d'activité du PETR 2021	Initiative en cours
	Graines des Montagnes		https://paysgrandbrianconnais.fr/energie-climat/tepcv/carnets-de-montagne/les-actions/detail/graine-des-montagnes	?
Sensibilisation	Les herbalistes	jardin pédagogique pour découvrir l'utilisation des plantes médicinales, ateliers cosmétiques DIY, conférences	transiscope, https://les-herbalistes.webnode.fr/a-propos/	Initiative en cours
	MJC	Sensibilisation à l'EC auprès des jeunes en temps scolaire (éco-délégués) et en temps extra-scolaire	MJC de Briançon	Initiative en cours
	La bougeotte	Association qui éduque à la nature	transiscope	Initiative en cours
Transition énergétique	MCHC	Société d'énergie renouvelable locale	transiscope	Initiative en cours
	La seve	Soleil, eau, vent, énergie, société mixte qui associe les citoyens et la collectivité pour installer des projets d'énergie renouvelable local	Pierre Leroy	Initiative en cours
	Politique énergétique du territoire	- Projet sur la politique énergétique territoriale (INRAE-INRIA-CNRS): mise en place d'un débat territorial de 18 mois, pour projet d'énergie renouvelable sur le territoire	Pierre Leroy	Initiative en projet
	L'électrification de la vallée étroite	Névache	carnets de montagne, https://paysgrandbrianconnais.fr/energie-climat/tepcv/carnets-de-montagne/les-actions/detail/lelectrification-de-la-vallee-etroite	Initiative en projet

	Ener'guil	Production d'énergie renouvelable et optimisation du parcours de l'électricité		Initiative en cours
Autres produits locaux	Méilange	Création d'accessoires en coton bio 0 déchets, vente et don de chute de tissu	https://melilange.com/	Initiative en cours
	Maille à part			?
	Filature Longo Maï			?
	Les jouet du Queyras	Fabrique de jouet qui s'approvisionne localement		Initiative en cours
Réemploi - recyclage	La Miraille	Ressourcerie, collecte d'objets et revente à prix solidaire avec des employés en insertion + plateforme de réemploi de matériaux de construction	https://lamiraille.org/	Initiative en cours
	Plateforme de réemploi	Conteneur mis à disposition dans les déchetteries de la Guisane et de Font Christiane		Initiative en cours
	Le fil d'ariane	Friperie sociale et solidaire	Les Fils d'Ariane FRIPERIE association sociale et solidaire (lesfilsdariane.fr)	Initiative en cours
	La bourse aux échanges	Portée par le PETR, initiative qui vise à mettre en contact, des producteurs de déchets et des demandeurs de ressources	https://paysgrandbrianconnais.fr/eit/bourse-dechange	Initiative en cours
	Actif	Le bon coin en EIT, plateforme animée par la CCI, mis en place sur le sisteronnais pas encore sur le PETR	Charlotte Albertini, chargée de mission à la CCI	Initiative en cours
	Association bouchon d'amour	Récupère les bouchons pour les recycler et avec les gains acheter du matériel pour les personnes handicapées	Bourse aux déchets	Initiative en cours
	Terracycle	Recyclage de déchets dit habituellement "non-recyclables"		Initiative en cours
	Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés	Plan de la CCB pour la réduction des déchets des particuliers, mise en place de composteurs collectifs, aide à l'achat de composteurs individuels, formation, sensibilisation... Expériences de compostage en stations de ski	http://www.ccbrianconnais.fr/sites/default/files/atoms/files/fiches_actions_compressed.pdf	Initiative en cours
	Les petits coin en transition	Installation de toilettes sèches et de plateformes de compostage en réseau	Projet de territoire 2021-2026	?
	Redevance spéciale	Taxe sur les ordures ménagères pour les professionnels producteurs de plus de 100 Litres par semaine, obj: inciter les producteurs de déchets à réduire leur production de déchets	Pierre Leroy, https://www.ccbrianconnais.fr/sites/default/files/deliberations/annexe_2016-67_redevance_sp_ciale_modification_reglement6a3b.pdf	Initiative en cours
	Et si c'était A.V.E.C	Création de mode à partir de matières textiles	https://avec-design.fr/	Initiative en cours
	La semaine de réduction des déchets	Semaine d'animation pour sensibiliser le public à la question de la gestion des déchets (smitomga, média des acteurs, et PETR)	Nord 05	Initiative en cours
	Centre de méthanisation du lactosérum - Abries			?
	La croix rouge	Organisme caritatif : Maraude, revente de vêtement et vaisselle donnés, colis alimentaires, accueil de jour (petit déjeuner, cyber café...)	Document domitille	Initiative en cours
	Boucle de compostage	Traitement des boues d'épurations, les biodéchets et les déchets verts pour le compostage, sur le territoire pour les stations de skis,	Pierre Leroy	Initiative en projet
	Extruflex	Fabriquant de PVC, démarche de recyclage de ses produits	https://extruflex.com/fr	Initiative en cours
Réparation	Atelier Cyclonique	Atelier de réparation de vélo, réemploi des pièces	https://ateliercyclonique.fr/	Initiative en cours
	RepairCafé	Ateliers de réparation organisé par la miraille	Document domitille	Initiative en cours
	ABC Réparation	Professionnelle qui répare l'électroménager	Document domitille	Initiative en cours
	Repar'acteurs	Réseau de professionnels réparateurs (au moins 4 sur le territoire)	Document domitille, https://www.reparacteurs.artisanat.fr/	Initiative en cours
	Café couture	Café, location de machine à coudre sur place, réparation, ateliers de couture	Document domitille, https://www.facebook.com/aucafecouturebriancon/	Initiative en cours
	l'atelier Branché	Atelier partagé pour bricoler, machines mises à disposition	https://atelierbranche.fr/	Initiative en cours

Coopération & concertation	Eclairez-nous !	"Eclairez-nous !" est un projet de mobilisation et concertation citoyenne sur les enjeux de l'éclairage public dans le Pays du Grand Briançonnais (économiques, écologiques, sociaux, sanitaires, ...)	Nord 05 en action	Initiative en cours	
	Club des entrepreneurs	Rencontre entre entrepreneurs pour le territoire, partage d'expériences ect. S'est arrêté	Nord 05	Initiative en cours	
	Club climat	Club de citoyens, formation et concertation, Mise en place d'une liste de course zéro déchets	https://paysgrandbrianconnais.fr/participation-citoyenne/club-climat-et-transition	Initiative en cours	
	Média des acteurs	agir ensemble pour l'information locale, média et formations, journal participatif	http://lecomptoirdesassos.com/media-des-acteurs/	Initiative en cours	
	Collectif solidarité citoyenne	Solidarité et maintien du lien social créé au moment du confinement	https://www.facebook.com/collectifsolidaritecitoyenne/	Initiative en cours	
	La fabrique à lien d'artémisia: La Passa	café associatif en valloise, évènements, concerts, formation, concertation...	https://lapassa.fr/	Initiative en cours	
	Pas sans les habitants	Collectif de concertation citoyenne pour le développement territorial du territoire	https://www.facebook.com/Pas-Sans-Les-Habitants-Du-Brian%C3%A7onnais-100934228007948/	Initiative en cours	
	Etoiles ferrovières de Veynes	Collectif de lutte pour le maintien des lignes ferrovières	dirigeable	Initiative en cours	
	Réseau d'éco-acteurs de la biosphère du Mont visio	Réseau d'éco-acteur, ecoopact, échange et mutualisation, (aidé par leader), réflexion sur la consigne de verre et mutualisation d'achat de petites fourniture	https://www.pnr-queyras.fr/un-reseau-deco-acteurs-pour-le-mont-visio/	Initiative en cours	
	GAG 05	Groupement d'achat de granulés de bois entre particuliers (depuis 2009)	Document domitille, http://www.renouvalpes.fr/groupement-dachat-des-granules-de-bois-05	Initiative en cours	
	SEL	Système d'échange local, troquer rencontrer échanger (accorderie), unité d'échange : le flocon	transiscope	Initiative en cours	
	Collectif local Pact pour la transition	8 collectifs de soutien au pacte pour la transition, projet pour des territoires plus durables	transiscope	Initiative en cours	
	Chez les croquignard	Lieu d'évènement, de coopération et de concertation	transiscope	Initiative en cours	
	Vergers partagés de Puy Saint André	Concertation citoyenne sur le partage des vergers de la commune de Puy Saint André	Nord 05	Initiative en projet	
	Mobilité	CPTS	Structure qui recense les besoins des hôpitaux et qui mutualise les commandes ect. EIT à l'échelle du secteur hospitalier.	atelier 22 juin	Initiative en cours
		Guillestrois en transition	Page facebook sur les actualités engagées de la transition écologique sur le territoire	transiscope, https://www.facebook.com/GuillestroisEnTransition/	Initiative en cours
TOTALP		Transporteur local, qui cherche à optimiser les trajets entre les villes du territoire pour éviter les camions sur les routes	https://www.totalp.fr/	Initiative en cours	
Wiiliik		Service de transport à la demande qui circule l'hivers (aidé par LEADER)	dirigeable	Initiative en cours	
Rezo pouce		Reseau d'autostop en cours de mise en place sur le pays des écrins	Dirigeable 1	Initiative en projet	
Escarton mobilité partagé		Service d'autopartage	Dirigeable	Initiative en projet	
Accompagnements - Aides financières	Guil'e'bike	Service de location de vélo à assistance électrique longue durée (aidé par LEADER)	Rapport d'activité du PETR 2021, carnets de montagne, http://www.guil-ebike.com	Initiative en cours	
	Altitudes coopérentes	Outil numérique de recensement de dispositif d'accompagnement et de structures de l'ESS, fichier de mutualisation de matériel entre un grand panel d'associations, mise en place d'un fond de roulement coopératif	https://www.udess05.org/nos-actions/cluster-05-is/	Initiative en cours	
	La roue	Monnaie locale (pas de bureau de change sur le territoire du PETR)	https://laroue.org/	Initiative en cours	
	Accompagnement à l'auto-diagnostic RSE par la CCI	Accompagnement gratuit à l'auto-diagnostic RSE par la CCI	Charlotte Albertini, CCI	Initiative en cours	
	Daignostic en EC	Diagnostic fait à partir d'un questionnaire sur les grand	PETR	Initiative en cours	

		pilier de l'EC		
	éco-défi	Labels donnés par les com-com		Initiative en cours
Autres	Doc Innov	Entreprise d'imprimerie ?		Initiative en cours
	Kaliwear	Magasin de vêtements possédé par les salariés	https://www.kaliwear.fr/	Initiative en cours
	EKO ! Low-tech & réfugiés			
	Terrasses Solidaires	Ateliers Low-tech et accueil de réfugiés		Initiative en cours
	MUG: Multi Université			
	Gloc@le	Université en ligne et participative faite localement		Initiative en cours
	Centre Lepoire	Foyer Social pour les personnes âgées	Le Foyer Club prêt à accueillir à nouveau ses aînés Ville de Briançon (ville-briancon.fr)	Initiative en cours
	Fondation Edith Seltzer	(chaufferie bois mais bois pas local, panneaux solaire, approvisionnement resto 30% bio & 30 % local + démarche "mon resto responsable")		Initiative en cours
	Vita sana		Document domitille	?
	Propulseur de l'aérodrome de saint crépin		Document domitille	?
	Atelier Mont et Merveilles	ébeniste - fabricant d'intérieurs de chalets en bois - Serre Chevalier	Document domitille	Initiative en cours
	MAEC/PAEC	Projets agro-environnementaux et climatiques, Mesures agro-environnementales et climatiques (seulement en Bretagne ?)	Document domitille	?
	Blanchisserie nouvelle	Blanchisserie industrielle	Document domitille, https://www.blanchisserie-nouvelle.com/	Initiative en cours
	Cosmos		Document domitille	Initiative en cours
	Midi chaud		Document domitille	Initiative en cours
Naturoscope de briançon	CPIE Haute Durance	transiscope	Initiative en cours	
Maison de la nature		transiscope	Initiative en cours	

4. Analyse des acteurs

Cibles		Objectifs	Contributions	Gouvernance
Acteur	Type d'acteurs	Pourquoi mobiliser ces acteurs ?	Quels sont leurs apports et les rôles potentiels dans la démarche ?	Quelle place donner aux acteurs dans la gouvernance ?
PETR	EP	> Acteur à l'origine de la démarche	> Acteur coordinateur qui pilote et anime la démarche > Orientation stratégique et politique de la démarche > Fait le lien avec les autres projets de territoire > Assure la communication et le relais d'information autour de la démarche > Identification des synergies > Accompagnement à la mise en œuvre de synergies > Sensibilisation et mobilisation des acteurs > Effectue une veille réglementaire et technique sur les sujets d'EIT > Evalue les bénéfices environnementaux, sociaux et économiques de la démarche	> Place centrale de la gouvernance, il centralise l'équipe projet qui assure la coordination entre acteurs et qui anime les différentes instances (Copil, Cotech...)
Communauté de communes du Briançonnais	EPCI	> Acteur incontournable dans une démarche d'EIT de fait de ses compétences déchets / environnement et développement économique > La collectivité est le relais du PETR à l'échelle de son territoire	> Participe au pilotage / stratégie de la démarche > Fait le lien avec les autres projets sur son territoire > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Aide pour la communication et le relais d'information autour de la démarche > la collectivité peut accompagner sur la mise en œuvre des synergies en fonction de ses compétences, des acteurs concernés, du projet en lui-même.	> Elle participe au pilotage de la démarche globale avec le PETR. > Elle peut également être mobilisée sur le volet technique au regard de ses compétences > Elle est susceptible de participer au financement de la démarche
Communauté de communes du Guillestrois et du Queyras	EPCI	> Acteur incontournable dans une démarche d'EIT de fait de ses compétences déchets / environnement et développement économique > La collectivité est le relais du PETR à l'échelle de son territoire	> Participe au pilotage / stratégie de la démarche > Fait le lien avec les autres projets sur son territoire > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Aide pour la communication et le relais d'information autour de la démarche > la collectivité peut accompagner sur la mise en œuvre des synergies en fonction de ses compétences, des acteurs concernés, du projet en lui-même.	> Elle participe au pilotage de la démarche globale avec le PETR. > Elle peut également être mobilisée sur le volet technique au regard de ses compétences > Elle est susceptible de participer au financement de la démarche
Communauté de Communes du Pays des Ecrins	EPCI	> Acteur incontournable dans une démarche d'EIT de fait de ses compétences déchets / environnement et développement économique > La collectivité est le relais du PETR à l'échelle de son territoire	> Participe au pilotage / stratégie de la démarche > Fait le lien avec les autres projets sur son territoire > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Aide pour la communication et le relais d'information autour de la démarche > la collectivité peut accompagner sur la mise en œuvre des synergies en fonction de ses compétences, des acteurs concernés, du projet en lui-même.	> Elle participe au pilotage de la démarche globale avec le PETR. > Elle peut également être mobilisée sur le volet technique au regard de ses compétences > Elle est susceptible de participer au financement de la démarche
Chambre de Commerce et d'Industrie	Chambre consulaire	> Acteur pouvant faciliter les démarches d'EIT du fait de sa bonne connaissance des acteurs économiques et des compétences en accompagnement des entreprises sur le sujet de la transition écologique > Acteur pouvant avoir une compétence d'animateur EIT et pouvant utiliser l'outil ACTIF	> Peut participer au pilotage si c'est un acteur incontournable sur le territoire et proactif sur le sujet EIT > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > peut être un appui sur l'identification et accompagnement à la mise en œuvre de synergies (compétences disponibles et utilisation de l'outil ACTIF) > Peut proposer ou réorienter vers des dispositifs existants, facilitant le financement et la mise en œuvre d'action	> Peut éventuellement participer au pilotage, en fonction de la volonté de s'impliquer dans la démarche > Participe au comité technique > Acteur qui finance très rarement les démarches d'EIT

Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères du Guillestrois, du Queyras et de l'Argentiérais (SMITOMGA)	Syndicat de traitement des OM	<ul style="list-style-type: none"> > Acteur important au regard de sa qualité de traitement des Ordures Ménagères > Au delà de son activité de traitement, le syndicat doit mettre en place de actions de réduction de quantité et la qualité des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut participer au pilotage de la démarche > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Aide pour la communication et le relais d'informations autour de la démarche > Dans le cadre de son rôle de réduction des déchets, elle peut aussi participer à l'identification et la concrétisation de synergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut éventuellement participer au pilotage, en fonction de la volonté de s'impliquer dans la démarche > Participe au comité technique > Attention, vigilance le périmètre d'intervention 2 CC sur 3. Favoriser des territoires plutôt que d'autres peut engendrer des réticences de l'adhésion à la démarche
Chambres de Métiers et de l'Artisanat	Chambre consulaire	<ul style="list-style-type: none"> > Acteur pouvant faciliter les démarches d'EIT du fait de sa bonne connaissance des acteurs économiques et des compétences en accompagnement des entreprises sur le sujet de la transition écologique 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut participer au pilotage si acteur incontournable sur le territoire et proactif sur le sujet EIT > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > peut être un appui sur l'identification et accompagnement à la mise en œuvre de synergies > Peut proposer ou réorienter vers des dispositifs existants, facilitant le financement et la mise en œuvre d'action 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut éventuellement participer au pilotage, en fonction de la volonté de s'impliquer dans la démarche > Participe au comité technique > Acteur qui finance très rarement les démarches d'EIT
Chambre d'Agriculture	Chambre consulaire	<ul style="list-style-type: none"> > Acteur pouvant faciliter les démarches d'EIT du fait de sa bonne connaissance des acteurs économiques et des compétences en accompagnement des entreprises sur le sujet de la transition écologique 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut participer au pilotage si acteur incontournable sur le territoire et proactif sur le sujet EIT > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > peut être un appui sur l'identification et accompagnement à la mise en œuvre de synergies > Peut proposer ou réorienter vers des dispositifs existants, facilitant le financement et la mise en œuvre d'action 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut éventuellement participer au pilotage, en fonction de la volonté de s'impliquer dans la démarche > Participe au comité technique > Acteur qui finance très rarement les démarches d'EIT
Les Enseignes de Briançon	Représentant secteurs d'activités	<ul style="list-style-type: none"> > Acteur pouvant faciliter la sensibilisation et la mobilisation des acteurs de sa filière / secteur d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut participer au pilotage au regard de la représentativité du secteur économique sur le territoire > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Assure la communication et le relais d'informations autour de la démarche 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut éventuellement participer au pilotage, en fonction de la volonté de s'impliquer dans la démarche > Attention, vigilance sur le périmètre d'intervention. Il peut être mal perçu de favoriser un secteur d'activité plutôt qu'un autre
Coopérative des artisans Queyras	Représentant secteurs d'activités	<ul style="list-style-type: none"> > Acteur pouvant faciliter la sensibilisation et la mobilisation des acteurs de sa filière / secteur d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut participer au pilotage au regard de la représentativité du secteur économique sur le territoire > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Assure la communication et le relai d'information autour de la démarche 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut éventuellement participer au pilotage, en fonction de la volonté de s'impliquer dans la démarche > Attention, vigilance sur le périmètre d'intervention. Il peut être mal perçu de favoriser un secteur d'activité plutôt qu'un autre
Altropolis	pôle d'innovation économique / pépinière entreprise	<ul style="list-style-type: none"> > Acteur pouvant faciliter la sensibilisation et la mobilisation des acteurs qu'incube ou accompagne > Acteur de choix pour mettre en place des mutualisations entre entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Facilite l'identification et la mise en œuvre de synergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut être mobilisé sur le comité technique quand les projets concernent son périmètre d'intervention

Luceo	Pépinière et hôtel d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> > Acteur pouvant faciliter la sensibilisation et la mobilisation des acteurs > Incube ou accompagne > Acteur de choix pour mettre en place des mutualisations entre entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Facilite l'identification et la mise en oeuvre de synergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut être mobilisé sur le comité technique quand les projets concernent son périmètre d'intervention
Ressourcerie La Miraille	Ressourcerie et matériateque	<ul style="list-style-type: none"> > Il est considéré comme un apporteur de solution en EIT, il peut faciliter la mise en oeuvre de synergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Facilite l'identification et la mise en oeuvre de synergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut être mobilisé sur le comité technique quand les projets concernent son périmètre d'intervention
Extruflex	Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> > Potentiellement un gros émetteur de flux (industrie) > Il peut être un apporteur de solution notamment dans le domaine de la plasturgie 	<ul style="list-style-type: none"> > Participation aux ateliers de détection de synergie et est impliqué pour la mise en oeuvre > Inspirer d'autres acteurs économiques de part son expérience et ses actions en économie circulaire 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut intégrer le pilotage afin de représenter l'intérêt des acteurs privés dans la démarche > Peut financer la démarche au regard du service rendu par la démarche D'EIT > Acteur volontaire pour participer à la démarche et peut être un représentant de l'industrie au sein de la gouvernance
Centre Hospitalier des Escartons de Briançon	Hopital	<ul style="list-style-type: none"> > Potentiellement un gros émetteur de flux 	<ul style="list-style-type: none"> > Participation aux ateliers de détection de synergie et est impliqué pour la mise en oeuvre 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut intégrer le pilotage afin de représenter l'intérêt des acteurs privés dans la démarche > Peut financer la démarche au regard du service rendu par la démarche D'EIT > A noter : la place dans la gouvernance est plutôt réservée aux entreprises qui financent la démarche
Chalets Bayrou	Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> > Potentiellement un gros émetteur de flux 	<ul style="list-style-type: none"> > Participation aux ateliers de détection de synergie et est impliqué pour la mise en oeuvre 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut intégrer le pilotage afin de représenter l'intérêt des acteurs privés dans la démarche > Peut financer la démarche au regard du service rendu par la démarche D'EIT > A noter : la place dans la gouvernance est plutôt réservée aux entreprises qui financent la démarche
Serre Chevalier Vallée Briançon	Stations de ski	<ul style="list-style-type: none"> > Potentiellement un gros émetteur de flux 	<ul style="list-style-type: none"> > Participation aux ateliers de détection de synergie et est impliqué pour la mise en oeuvre 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut intégrer le pilotage afin de représenter l'intérêt des acteurs privés dans la démarche > Peut financer la démarche au regard du service rendu par la démarche D'EIT > A noter : la place dans la gouvernance est plutôt réservée aux entreprises qui financent la démarche
Echanges Paysans	Association	<ul style="list-style-type: none"> > Il est considéré comme un apporteur de solution en EIT, il peut faciliter la mise en oeuvre de synergie sur le secteur Alimentation 	<ul style="list-style-type: none"> > Facilite l'identification et la mise en oeuvre de synergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut être mobilisé sur le comité technique quand les projets concernent son périmètre d'intervention
Tutalp	Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> > Il est considéré comme un apporteur de solution en EIT, il peut faciliter la mise en oeuvre de synergie sur le secteur logistique 	<ul style="list-style-type: none"> > Facilite l'identification et la mise en oeuvre de synergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut être mobilisé sur le comité technique quand les projets concernent son périmètre d'intervention
Parc naturel régional du Queyras	PNR	<ul style="list-style-type: none"> > Acteur pouvant être clé du fait de sa mission de préserver l'environnement et de favoriser le développement économique du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut participer au pilotage de la démarche > Participe à la sensibilisation et mobilisation des acteurs > Aide pour la communication et le relais d'informations autour de la démarche > Dans le cadre de ses missions, il peut aussi participer à l'identification et la concrétisation de synergie 	<ul style="list-style-type: none"> > Peut éventuellement participer au pilotage, en fonction de la volonté de s'impliquer dans la démarche > Attention, vigilance sur le périmètre d'intervention. Favoriser des territoires plutôt que d'autres peut engendrer des réticences de l'adhésion à la démarche

5. Déroulé d'un entretien type

Compte rendu d'entretien

Date :	Nom de la personne rencontrée :
Lieu :	Fonction :
Durée de l'entretien :	Autres personnes présentes au rendez-vous :

Résumé de l'entretien

Présentation

Le PETR est engagé dans une démarche globale d'économie circulaire / écologie industrielle et territoriale ou à terme, l'objectif est de mettre en réseau les acteurs économiques du territoire à travers des nouvelles coopérations, des synergies entre activités économiques permettant de réaliser des économies de ressources (matière, eau, énergie, déchets, mais aussi foncier, équipement, locaux, etc.) et des économies financières. Une logique conjointe entre développement économique et développement durable.

En recherchant mettre des synergies interentreprises, association et autres, nous suivrons les suivantes étapes:

1. Atelier EIT LEADER / Webinaire de sensibilisation;
2. Identifications des acteurs clés, entretiens ;
3. Elaboration du schéma de gouvernance et l'identification des outils adaptés ;
4. Atelier de concertation en présentiel
5. Elaboration du programme d'action et du budget prévisionnel

L'enjeu est de permettre aux entreprises de réaliser des économies d'échelle à travers des nouvelles synergies sur le territoire de la métropole.

Questions :

Connaissances

Connaissez-vous l'économie circulaire ? Connaissez-vous l'EIT ? Etes-vous familier avec ces concepts ?

Connaissez vous des initiatives de ce type sur le territoire ?

Acteurs

Connaissez vous des acteurs qui sont déjà dans une démarche de coopération et/ou une démarche EIT?

Connaissez vous des acteurs qui pourraient être impliqués dans la démarche ? Avez-vous une base de contact ?

Enjeux

Selon vous quels sont les grands enjeux du territoire auquel pourrait répondre cette démarche (énergie, déchets, eau, approvisionnement, développement économique) ?

Opportunités

Quelles sont les opportunités du territoire ? Voyez-vous quelque chose que pourrait apporter cette démarche au territoire que nous n'avons pas prévu pour l'instant ?

Les particularités du territoire feraient que la démarche serait plus facile ici qu'ailleurs ?

Freins

Quels pourraient être les freins à la démarche ?

Moyen de mobilisation

Selon-vous quels sont les meilleurs moyens de mobiliser les acteurs pour cette démarche (comment les toucher) ?

Moyen de financement

Connaissez-vous des dispositifs d'aide qui pourraient être adaptés pour cette démarche ?

Suite

Souhaitez-vous suivre cette démarche ? Atelier du 9 septembre ? Restitution ?

Mise en place

Avez-vous des conseils à nous donner pour déployer cette démarche sur le territoire ?

Conclusion technique

Analyse AFOM

	Positif	Négatif
Facteurs internes	Forces	Faiblesse
Facteurs externes	Opportunités	Menaces

VII. Bibliographie

- Altitudes coopérantes*. 2022. <https://altitudescooperantes.fr/?PagePrincipale>.
- ANCT. «Observatoire des territoires - Rapport et portraits de territoires.» s.d.
- Benoit Duret, Caroline Valluis, Marguerite des Gayets, Alexandre Dain. «Pérennité des démarches d'écologie industrielle et territoriale en France.» Mars 2018.
- Borde, Cyrielle. «Etat des lieux de l'Écologie industrielle et territoriale en France.» Angers, 2020.
- Inostroza, Andrea Navarrete. «Transition d'écologie industrielle et territoriale en zone de montagne.» Briançon, 2022.
- INSEE. «Portrait de territoire.» 2020.
- Leroy, Pierre. *Passage Délicat*. Briançon: Actes sud, 2021.
- Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles*. 27 janvier 2014. <https://www.vie-publique.fr/loi/20674-loi-maptam-action-publique-territoriale-et-daffirmation-des-metropoles>.
- PETR. «Cartographie des flux d'économie circulaire du PETR.» s.d.
- PETR. «Comité technique élargi de LEADER.» Briançon, septembre 2022.
- PETR. «Diagnostic territorial "Économie circulaire".» Analyse des réponses au questionnaire à destination des acteurs économiques privés et publics, Automne 2020.
- PETR. «Diagnostic territorial Economie Circulaire.» s.d.
- PETR. «Feuille de route.» Economie circulaire - Déchets, mai 2020.
- PETR. «Projet de territoire du PETR 2021- 2026.» Briançon, 2021.
- PETR. «Rapport d'activité.» 2021.
- PETR. «Rapport final Economie Circulaire et Concertation.» Avril 2022.
- République des Escartons*. 12 Janvier 2022.
https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_des_Escartons.
- «Schéma de cohérence territoriale de la communauté de commune du Briançonnais.» Briançon, 3 Juillet 2018.
- «Théories du développement endogène et local.» *123dok*. 2022.
<https://123dok.net/article/question-recherche-pertinence-objet-recherche-d%C3%A9veloppement-local.q05jo2ol#:~:text=Le%20d%C3%A9veloppement%20endog%C3%A8ne%20se%20caract%C3%A9rise%20comme%20%C3%A9tant%20territorial%2C,territorial%2C%20par%20l%27espace%20na> (accès le juillet 2022).